

d é p e n d a n c e s

février 97 / no 0

3

Editorial

*Richard Müller
Richard Kolzer*

4

Ecstasy: regard médical sur cette drogue à la mode

Alex Gamma et Dr Franz Xaver Vollenweider

6

Ecstasy en Suisse: des chiffres et des manières de les interpréter

Michel Graf

10

Mieux connaître pour prévenir

Francis Charmillot

12

Prévention sida et promotion de la santé lors des soirées «techno-dance» à Genève

Daniel Schweizer

14

Le point de vue d'un organisateur conscient de ses responsabilités

Interview réalisée par Christophe Brunner

18

Ecstasy: une nouvelle chasse aux sorcières?

Pierre-Yves Aubert

20

MDMA: l'extase au synthétique

Jean-Dominique Michel

23

Post-scriptum

26

Manifestations Brèves

Impressum

Adresse des éditeurs:

Institut suisse de prévention de
l'alcoolisme et autres toxicoma-
nies, ISPA,
Ruchonnet 14,
case postale 870, 1001 Lausanne

Groupe ment romand d'études sur
l'alcoolisme et les toxicomanies,
GREAT, Pêcheurs 8, case postale 20,
1401 Yverdon-les-Bains

Rédaction:

Rédacteurs:
Michel Graf, ISPA
Gérald Progin, GREAT

Comité de rédaction:

Pierre-Yves Aubert
éducateur, Genève
Étienne Maffly
psychologue, Lausanne
Jean-Dominique Michel
socio-anthropologue, Genève
Louis-Pierre Roy
enseignant EESP, Lausanne

Administration et abonnements:

ISPA, case postale 870,
1001 Lausanne, tél. 021/321 29 85,
fax 021/321 29 40

Parution: 3 fois par an

Abonnement:

Frs. 45.- par an

Les articles signés n'engagent que
leur auteur

Les titres et sous-titres sont de la
rédaction

La reproduction des textes est
autorisée sous réserve de la men-
tion de leur provenance et de l'en-
voi d'un justificatif à la rédaction

Graphisme:

Christine Matthey, Lausanne

Editorial

Richard Müller,
Directeur de l'ISPA
Richard Kolzer,
Président du GREAT

Vous avez entre les mains la nouvelle revue «Dépendances», issue de la collaboration entre le Groupement romand d'études sur l'alcoolisme et les toxicomanies, GREAT, et l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, ISPA.

Dans le n°3 des Cahiers du GREAT, les lecteurs ont été informés qu'une réflexion était en cours concernant l'avenir d'une publication en Suisse romande.

Durant l'année 1996, nous avons donc étudié la meilleure manière de poursuivre l'édition d'une revue en français. Cela a amené deux partenaires ayant les mêmes intérêts et les mêmes préoccupations à entrer en discussion et à réunir leurs forces.

Nous sommes heureux aujourd'hui de vous présenter le fruit de cette collaboration. Pour vous offrir une revue de qualité, nous avons mis en commun nos compétences et nos connaissances du domaine des toxicomanies.

Cette publication contribuera sans aucun doute à la formation, l'information et le perfectionnement des intervenants du champ des dépendances (travailleurs sociaux, médecins, pharmaciens, personnel de santé, etc.). Les éditeurs souhaitent également mieux faire connaître la thématique des dépendances à toutes les personnes qui sont concernées ou intéressées, à titre professionnel ou non. Sérieux défi!

«Dépendances» se veut ouverte à toutes les questions posées par ces phénomènes de société. Elle se réfèrera, en matière d'éthique éditoriale, aux chartes du GREAT et de l'ISPA. Elle traitera tous les aspects de la prévention, de la prise en charge et de la réduction des risques à travers des expériences, des analyses, des chiffres et des données. Une rubrique «Post-scriptum» permettra d'aborder des questions générales, des positions qui ne seront pas nécessairement liées au thème principal du numéro.

D'ores et déjà, nous espérons vous compter parmi nos lecteurs et vous souhaitons une bonne découverte de ce premier numéro.

Ecstasy : regard médical sur cette drogue à la mode

*Dipl. biol. Alex Gamma et Dr Franz Xaver Vollenweider
Policlinique psychiatrique universitaire de Zurich*

Qu'est-ce que l'ecstasy ?

L'ecstasy est un composé chimique fabriqué artificiellement dont le nom scientifique est 3,4-Méthylène-dioxyméthamphétamine ou, en abrégé, MDMA. Elle fut synthétisée une première fois en 1914 par un groupe chimique allemand qui l'avait destinée à devenir un coupe-faim, mais elle ne fut jamais commercialisée.

Chimiquement parlant, l'ecstasy est analogue à deux groupes de substances psychoactives, les stimulants (par exemple l'amphétamine) et les hallucinogènes (par exemple la mescaline), sans toutefois appartenir à un de ces groupes. En raison de son nouvel effet psychique, elle a été attribuée à une catégorie, nouvellement créée, de substances transformant la conscience, appelées *entactogènes* (du grec «qui touchent la conscience»).

Les effets

L'effet psychique de l'ecstasy est décrit comme un sentiment d'amour, de proximité, de sincérité et de volupté. Elle encourage une communication directe, ressentie comme harmonieuse, avec autrui. Les échanges sont souvent non-verbaux et se font par des contacts et des caresses. Cela est dû au fait que la drogue libère ou dissipe des barrières intérieures et des complexes, ce qui rend volubile et parfois aussi conduit à un discernement plus clair de sa propre vie affective. Ce rôle de «renforceur de l'introspection» rend le MDMA également intéressant pour la psychothérapie.

Lors des techno parties, l'effet le plus visible de l'ecstasy est l'amélioration des performances qui permet aux «ravers» de danser inlassablement durant des heures. L'ecstasy ralentit le pouls et élève la tension artérielle provoquant ainsi un risque de surchauffe (*hyperthermie*) et de déshydratation lors d'efforts physiques continus. L'absorption régulière de liquide et le rafraîchissement sont donc très importants. Des crampes maxillaires, le dessèchement de la bouche, une forte transpiration et des nausées occasionnelles sont d'autres symptômes physiques possibles.

Le MDMA déploie son effet dans le cerveau en renforçant l'activité du neurotransmetteur sérotonine. La *sérotonine* est un des nombreux composés chimiques responsables de la transmission des signaux électriques entre les cellules nerveuses du cerveau humain. On suppose que la sérotonine joue un rôle prépondérant dans la régulation de nombreuses fonctions physiologiques comme le sommeil, l'humeur, l'appétit et l'instinct sexuel.

Les dangers

L'ecstasy déséquilibre à court terme le «budget» de la sérotonine, ce qui peut provoquer des effets secondaires comme l'épuisement, la mauvaise humeur, le manque d'appétit ou des troubles du sommeil. Alors que ces complications n'apparaissent pas du tout ou sont résolues après quelques jours lors de consommation occasionnelle d'ecstasy, elles peuvent, lors d'emplois fréquents, devenir permanentes et prendre la forme

d'humeur dépressive constante, de manque d'initiative et de sentiment d'être à bout de forces. Chez les adolescents cela peut déboucher sur des problèmes sociaux graves à l'école ou en apprentissage, étant donné que les performances et la capacité de concentration sont réduites. Quelques consommateurs d'ecstasy ont également souffert de complications d'ordre psychiatrique comme des attaques de panique ou d'angoisse, des psychoses paranoïdes ou des dépressions qui ont nécessité un traitement avec médicaments. Dans la plupart de ces (rares) cas, les consommateurs étaient déjà prédisposés à des troubles psychiques.

Selon l'expérience actuelle, l'apparition de complications physiques aiguës après la prise d'ecstasy est presque exclusivement liée aux techno parties. Associé à un grand effort physique (la danse), à une trop faible absorption de liquide et à des locaux surchauffés, l'ecstasy peut provoquer une hyperthermie grave, qui, dans les cas extrêmes de coup de chaleur ou de crise cardiaque, peut être mortelle. D'autres effets toxiques secondaires peuvent également survenir, comme une défaillance rénale, une rhabdomyolyse (destruction des cellules musculaires) ou une coagulopathie intravasculaire disséminée (formation de caillots de sang). Vu l'immense quantité de tablettes d'ecstasy consommées (certainement plus d'un million de tablettes par semaine en Angleterre uniquement), les cas de décès doivent toutefois être considérés comme rares.

Une autre raison de s'inquiéter est le fait que, dans les essais sur les animaux, le

MDMA peut endommager les cellules du cerveau. Actuellement, on ne sait pas encore si l'ecstasy en tablettes, comme consommé par les humains, peut également causer des lésions au cerveau. Mais on ne peut pas l'exclure. Les quelques études réalisées jusqu'ici sur les grands consommateurs d'ecstasy n'ont pas encore donné d'indications probantes sur les éventuelles lésions du cerveau. Il est donc urgent que d'autres recherches soient menées dans ce domaine. Comparativement, le potentiel de dépendance de l'ecstasy est qualifié de moindre. Une dépendance psychique

peut survenir mais elle est fortement liée à la fréquence de la consommation. Aucun risque de toxicomanie n'a été observé lors de consommation sporadique. Une dépendance physique (état de manque) n'a pas été relevée. L'ecstasy, dont la vente est illégale, ne contient cependant pas toujours de MDMA pur mais des mélanges chimiques dont les effets ne sont même pas connus du dealer. La consommation de tels mélanges comporte des risques incalculables pour les consommateurs et consommatrices.

L'utilité

Mise à part l'utilité personnelle, difficilement estimable, que l'ecstasy peut sans aucun doute avoir pour ses consommateurs, il existe un profit tangible pour la psychothérapie. Entre 1988 et 1993, des essais psychothérapeutiques ont été effectués en Suisse avec le MDMA, dans un cadre limité. Les résultats étaient très prometteurs. Selon ces recherches, le MDMA semble approfondir le processus thérapeutique et raccourcir la durée du traitement de certaines formes de dérangements psychiques.

Sous l'étiquette

Dr Christian Giroud, Institut de médecine légale, Lausanne

Les analyses effectuées à notre laboratoire ont montré qu'on pouvait grossièrement regrouper les comprimés qui nous sont parvenus sous l'étiquette commune d'ecstasy, en quatre catégories bien distinctes:

- a) les comprimés contenant comme principale substance active du MDMA (c'est-à-dire l'ecstasy en tant que tel) ou des substances apparentées (MDEA ou Eve, MBDB ou Eden, MDA)
- b) les comprimés contenant de l'amphétamine,

c) les comprimés contenant des stimulants variés (par exemple la pseudoéphédrine),

d) les comprimés contenant des substances non apparentées aux amphétamines et aux stimulants (LSD, testostérone, paracétamol, lactose...).

En général, en plus des substances mentionnées auparavant, des adjuvants pharmacologiques actifs sont mis en évidence dans les comprimés d'ecstasy, par exemple la caféine et le paracétamol... A cette variabilité dans la composition s'ajoute une forte variation dans la teneur en substance active, qui peut passer de un à dix (MDMA: de 9 à 117 mg par comprimé). Les analyses montrent encore la présence d'impuretés et de

ratés de synthèse dont la toxicité est mal connue.

Les analyses médico-légales d'urine et de sang qui sont pratiquées à notre laboratoire et qui concernent des cas de consommation d'ecstasy révèlent souvent, en sus de la présence de MDMA et/ou de substances apparentées, la présence d'autres psychotropes (opiacés, cocaïne, antidépresseurs par exemple).

Les circonstances de demande d'analyse sont celles de contrôles de circulation routière (la prise de MDMA compromet l'aptitude à la conduite), de suivi de toxicomanes ou des cas de décès attribués à des intoxications combinées.

Ecstasy en Suisse : des chiffres et des manières de les interpréter

Michel Graf, responsable du secteur prévention, ISPA, Lausanne

Pour dépasser les spéculations, les « il paraît que », une seule manière : l'enquête statistique, à caractère qualitatif ou quantitatif. Avec le soutien de l'OFSP, l'ISPA a effectué deux études sur le thème de la consommation d'ecstasy en Suisse, qui utilisent chacune une approche spécifique de la réalité.

Début 1995, la première étude démarrait en Suisse romande⁽¹⁾; elle avait pour but de mieux connaître les caractéristiques de la consommation d'ecstasy dans le milieu techno et de cerner les traits particuliers des consommateurs. Dans cette enquête, il a été choisi de ne s'adresser qu'aux personnes intégrées dans le milieu techno, en partant de l'hypothèse que l'ecstasy est consommée plus fréquemment dans ce contexte-là qu'ailleurs. L'échantillon n'est donc pas représentatif de la jeunesse en général, ni de l'ensemble des consommateurs d'ecstasy. Il s'agit en fait d'une enquête qualitative.

Pratiquement, des questionnaires ont été distribués dans un premier temps par la méthode dite de la boule de neige: une vingtaine de consommateurs d'ecstasy et de non-consommateurs, tous amateurs de techno, ont été recrutés. Ils ont été chargés de distribuer des questionnaires à leurs connaissances répondant aux critères de l'enquête, connaissances chargées à leur tour de faire de même, et ainsi de suite. Pour répondre aux critères de l'enquête, il fallait soit avoir consommé de l'ecstasy, soit être intégré au milieu techno. D'autres méthodes de distribution ont aussi été utilisées, comme la diffusion sur les pare-brise de voiture lors de soirées, le Vidéotex, l'insertion des questionnaires dans un magazine techno. En tout, sur 1060 questionnaires distribués, 211 ont été récoltés: 108 personnes déclarant avoir consommé de l'ecstasy, 103 se disant non-consommateurs. Rappelons ici que ce pourcentage n'est absolument pas représentatif en soi de la consommation en Suisse romande.

L'autre étude, plus vaste, avait un caractère quantitatif; elle s'est déroulée en été 1996⁽²⁾, selon le principe de l'enquête téléphonique représentative. Des jeunes et des adultes de la tranche d'âge des 15 à 34 ans de la Suisse romande et alémanique ont été interrogés. La limite d'âge de 34 ans a été posée en fonction de la participation potentielle à des soirées techno. Le choix des personnes s'est fait selon la méthode aléatoire. Les questions spécifiques à l'ecstasy ont été intégrées dans une série de questions relatives à de nombreux thèmes. Un institut spécialisé dans les interviews par téléphone (IHA / GfM) a été mandaté pour effectuer cette phase de l'étude. 1551 personnes ont été interrogées, 1172 en Suisse alémanique, et 379 en Suisse romande. Cette enquête avait pour but d'estimer l'ampleur de la présence de l'ecstasy en Suisse, dans la scène techno en particulier, et de mesurer la disposition des jeunes à en consommer.

Les résultats de ces deux enquêtes doivent permettre aux professionnels de la dépendance de développer des actions qui tiennent compte de la réalité objective du phénomène. Dans cet article, nous aborderons en particulier les utilisations de ces données dans le champ de la prévention.

Ampleur du phénomène

L'enquête menée en été 96 révèle que près de 17% des personnes interrogées indiquent qu'on leur a proposé une fois ou l'autre de l'ecstasy. Dans le milieu techno, cette donnée est encore plus éle-

vée: 37% des participants à des soirées techno ont été sollicités au moins une fois par une offre d'ecstasy. Ce chiffre est confirmé par l'analyse des lieux dans lesquels l'offre en ecstasy est la plus fréquente: dans 60% des cas, cela s'est produit lors de raves, et dans 15% dans des soirées privées. En regard de la fréquentation de ce genre de soirées, on peut en déduire que les 15-23 ans sont les plus confrontés à l'ecstasy.

Lorsque l'on sait que l'ecstasy coûte, selon les lieux et les époques, entre 20 et 60 francs la dose, soit un prix accessible à toutes les bourses d'apprentis ou d'étudiants, on peut craindre que cette offre très attractive n'incite de nombreux jeunes à en consommer. En effet, la relation entre l'accessibilité d'un produit, en terme de disponibilité et de coût, influence de manière significative le passage à l'acte, en particulier pour les nouveaux consommateurs, qui veulent «essayer pour voir».

L'enquête de l'été 96 démontre que ce mécanisme n'a pas opéré pour l'ecstasy. Seuls 3 jeunes sur cent accepteraient une offre d'ecstasy, 3 autres se montreraient hésitants, alors que les 84 restant refuseraient cette proposition. C'est dans la catégorie d'âge des 18-23 ans que la disposition à en prendre est la plus élevée. Dès lors, on peut considérer les jeunes de cette tranche d'âge comme «groupe à risque» relativement à la consommation d'ecstasy.

La raison principale qui motive un refus de l'ecstasy est un rejet général de toute consommation de drogues; le fait que l'ecstasy soit illégal n'a pas une réelle influence: seul 1,3% des personnes interrogées évoquent cette raison pour ne pas en prendre. Par ailleurs, plus de quatre personnes sur cinq estiment que cette substance est dangereuse à très dangereuse. Pour celles et ceux qui sont disposés à essayer, c'est la curiosité qui est citée comme motif principal. Les effets supposés ne sont pas vraiment mis en avant. Ces éléments doivent nous inviter à renforcer les attitudes de non-consommation des jeunes.

Combien et qui?

3,5% des personnes interrogées dans l'enquête représentative de l'été 96 déclarent avoir consommé au moins une fois de l'ecstasy. 40% d'entre elles ne l'ont fait qu'une seule fois. C'est dans le groupe d'âge des 18-26 ans que le nombre de consommateurs est le plus élevé, avec une prédominance masculine

(2 hommes pour 1 femme) et suisse romande (5 romands pour 3 allemandiques). Notons aussi que plus des trois quarts des consommations ont eu lieu lors de soirées techno ou privées. Lorsque l'on croise la fréquence de participation à des soirées techno et la consommation d'ecstasy, on constate que 21% des ravers ont déjà consommé cette substance. Si on est bien loin des spéculations alarmistes entendues ça et là dans divers médias, ce chiffre reste toutefois inquiétant, et légitime largement la mise en place et le renforcement d'actions de prévention orientées vers ce milieu. Nous y reviendrons plus loin.

L'étude suisse romande du début 95, menée rappelons-le dans le milieu techno, apporte des éléments complémentaires à ce constat. Dans la population proche du milieu techno interrogée, rien ne distingue vraiment les consommateurs des non-consommateurs: les deux groupes ont le même niveau d'instruction, se disent heureux et en bonne santé et fréquentent les soirées avec la même intensité. Sur le plan de la consommation d'alcool, les deux groupes sont là aussi semblables, estimant boire «normalement», comme la population en général. Leur consommation de tabac et de médicaments est, quant à elle, supérieure à la moyenne nationale.

Le domaine qui divise réellement les deux groupes est celui de la consommation de drogues illégales. 94% des personnes se déclarant consommateurs d'ecstasy a pris aussi d'autres drogues illégales durant les 12 derniers mois, contre 39% du groupe des non-consommateurs. Un tiers des non-consommateurs ont pris une fois au moins du cannabis durant les 12 derniers mois, alors qu'ils sont 90% à l'avoir fait dans le groupe des consommateurs d'ecstasy. L'écart se creuse encore si l'on analyse la consommation d'autres substances:

- 64% ont pris au moins une fois de la cocaïne
- 38% des amphétamines
- 37% du LSD
- 14% de l'héroïne
- 6% des colles et solvants.

Cet usage simultané de plusieurs drogues n'est pas sans inquiéter, ce d'autant plus que l'autre enquête, représentative de la population, confirme ce fait, en le relativisant quelque peu: 31,5% des personnes qui ont pris de l'ecstasy l'ont combiné avec du cannabis, 11,1% avec de la cocaïne, 5,6% avec de l'héroïne et autant avec du LSD. On assiste donc à l'émergence d'un phénomène nouveau

de polyconsommation. Ainsi, à l'opposé de l'attitude consistant à refuser toute consommation de drogue (94% de la population des 15-34 ans interrogés), on trouve un groupe de personnes disposées à consommer des drogues, sans distinction nette des produits utilisés; une sorte d'«esprit d'ouverture aux drogues» en somme... En matière de prévention, ce constat doit nous amener à ne pas focaliser seulement sur l'ecstasy, mais prendre en compte le comportement de consommation de drogues dans sa globalité. On rejoint ici les stratégies de prévention classiques.

Dans les deux enquêtes, on peut constater que l'âge de la première consommation d'ecstasy se situe entre 16 et 24 ans, avec une moyenne vers 19 ans. Un élément de plus qui parle en faveur d'une prévention primaire adressée aux adolescents, et d'une présence de la prévention dans les soirées techno.

Effets et risques perçus

L'enquête auprès des consommateurs d'ecstasy (enquête 1995) nous permet de mieux comprendre les motifs qui poussent les utilisateurs à continuer de consommer. En effet, personne ne continue à adopter un comportement si celui-ci n'apporte pas plus de bénéfices que d'inconvénients. Les consommateurs indiquent qu'ils prennent de l'ecstasy pour «avoir du plaisir» (67%), «ne pas ressentir la fatigue» (58%) et «avoir un bon contact avec les autres» (49%). Pourtant, 55% des répondants disent avoir vécu une fois ou l'autre une mauvaise expérience: angoisse, sentiment de perte de contrôle, nausées, hallucinations désagréables, etc. 75% admettent des conséquences à moyen terme sur leur santé, comme états de fatigue, dépression, problèmes de mémoire. Reste que 63% rapportent également des conséquences positives, avant tout un meilleur contact avec les autres et une meilleure connaissance de soi. Notons aussi que les personnes ayant répondu à cette enquête prennent très peu de précautions lorsqu'ils consomment de l'ecstasy, comme éviter d'en prendre si on est malade, ne pas dépasser un certain dosage, etc. Par ailleurs, 67% des consommateurs disaient vouloir continuer... Pour ceux-ci, une politique de prévention visant à réduire les risques liés à la consommation doit impérativement être développée.

Nouvelle tendance

Dans une société qui exige de plus en plus de performances, de dépassement de soi, qui bloque trop souvent les possibilités de communication (paradoxe de notre ère hypermédiatisée), qui n'invite pas à s'ouvrir aux autres avec facilité, l'ecstasy semble avoir «trouvé une place». L'analyse des chiffres relatifs aux saisies et interpellations liées à la consommation et au commerce de substances stimulantes (amphétamines, ecstasy, LSD, et autres hallucinogènes) et anesthésiantes (opiacés en premier lieu) démontre une tendance nette en la matière: diminution de l'utilisation des substances du type «opiacés», nouvelle orientation vers des drogues capables d'augmenter potentiellement les performances et l'empathie. Le commerce des drogues, plus encore que tout autre, correspond à l'air du temps et à la demande.

Une prévention «ecstasy», une prévention globale ?

Au début des travaux de conception de la campagne de prévention développée par la Ligue valaisanne contre les toxicomanies et l'ISPA, les chiffres publiés ci-dessus n'étaient pas encore disponibles avec autant de détails. C'est tout d'abord un constat qui a motivé cette action: les médias se sont emparés du thème «ecstasy», de manière quasi incitative (la pilule de l'amour) ou au contraire dramatisante (la pilule de la mort). La prévention n'avait jusqu'alors rien fait en matière d'information. Ce manque devait donc être comblé.

La campagne LVT - ISPA s'est donc axée prioritairement sur la diffusion d'une information objective, émanant de spécialistes. Redisons ici que l'information est un élément indispensable dans la prévention, mais qu'il ne suffit pas à lui seul. Ce matériel ne remplace donc pas l'ensemble des autres stratégies de prévention globale, axées sur le développement des compétences sociales. Les résultats des enquêtes démontrent d'ailleurs qu'il serait parfaitement erroné de ne se centrer que sur la substance ecstasy. Le slogan de base de la campagne, «l'ecstasy n'est pas innocent!», doit servir à contrebalancer les discours banalisants et dramatisants qui ont auréolés l'ecstasy.

Premier outil, un flyer: le choix du support, du graphisme et du ton utilisé vise essentiellement les jeunes. Outre des éléments plutôt factuels, ce flyer aborde quelques messages de prévention globale et donne des adresses pour trouver des conseils dans chaque région. La diffusion de cet outil d'information a été minutieusement préparée: 200 magasins de disques et d'habits, attirant une clientèle jeune, ont reçu chacun une cinquantaine de flyers pour les mettre à disposi-

Si on est bien loin des spéculations alarmistes, la mise en place d'actions de prévention se justifie



Une des diapositives de la campagne de prévention lancée par l'ISPA et la LVT

tion du public; plus de 10000 flyers ont été diffusés via des organisateurs de soirées; enfin, toutes les communes de Suisse romande de plus de 500 habitants l'ont reçu avec possibilité d'en commander en quantité. Au total, avec la collaboration des organismes de prévention régionaux, qui ont relayé ces informations, ce sont plus de 60000 flyers qui ont été diffusés à ce jour.

Une affiche format 50 x 70 cm a elle aussi été diffusée par les mêmes canaux; son objectif: soutenir la campagne via le slogan. Cette stratégie, peu utilisée en prévention (souvent faute de moyens financiers), représente en somme une forte déclaration d'intention, en ce sens qu'elle permet de dire, à sa manière, que des personnes se mobilisent pour parler de l'ecstasy et pour inviter les jeunes à continuer à ne pas en consommer. En effet, cette approche vise essentiellement les jeunes non-consommateurs pour renforcer leur comportement. Un peu plus de 1500 affiches ont été ainsi placardées çà et là, sur des devantures de magasins, dans des soirées, des centres de loisirs, etc.

Une prévention « techno »

La stigmatisation du milieu techno nous a invités à élargir le spectre de notre action; plutôt que d'interdire, les concepteurs de la campagne proposent de créer dans les soirées techno des conditions qui réduisent les risques de ce contexte. Une stratégie de prévention secondaire a donc été développée, sous forme de propositions. Ici, c'est non seulement la consommation d'ecstasy qui est visée, mais aussi celle d'autres substances, alcool compris, dont on voudrait réduire les risques. De plus, la réduction des risques comprend aussi ceux liés aux nuisances sonores, aux lumières et à la chaleur, et inclut une réflexion sur l'âge légal et son contrôle, de même que sur les boissons mises à disposition et sur les offres de moyens de transport. Des propositions pour mettre en place un lieu d'information et d'écoute à l'intérieur des soirées, avec l'aide des professionnels de la région, ont aussi été émises. Ces éléments ont été répertoriés dans un «guide pour les lieux accueillant des soirées». Ce guide a été envoyé à toutes les communes de Suisse romande de plus de 500 habitants, en même temps que les autres moyens décrits. Un certain nombre d'entre elles ont passé commande de plusieurs exemplaires de ce guide pour le remettre aux associations de jeunes et aux organisateurs; succès complet de la diffusion, puisque les 1000 exemplaires sont maintenant épuisés. Ce matériel, auquel s'ajoute un clip vidéo d'une minute, doit permettre aux organisateurs d'inclure dans leur soirée une composante préventive, sans avoir à recourir à un organisme spécialisé. Il y a là de la part des concepteurs de cette action une volonté de responsabiliser plutôt que de «faire à la place de...". La multiplication des lieux techno et des manifestations de ce genre ne permettrait de toute façon pas aux organismes de prévention d'être présents partout.

Une prévention orientée vers la motivation positive

En octobre, lors de l'analyse de la deuxième enquête sur l'ecstasy, l'ISPA a prolongé cette campagne en langue allemande (flyer et guide). Il a aussi complété sa palette d'outils en réalisant une série de 4 diapositives en français et en

allemand; ces diapositives s'appuient sur le même concept que l'affiche en français: conforter les jeunes non-consommateurs dans leur comportement positif. Leur usage est plus directement prévu pour les soirées. Un chariot circulaire de 80 diapositives dans les deux langues est mis à disposition des organisateurs pour être diffusés sur écran géant. On pourra en imaginer des versions utilisables dans les cinémas. Un résultat majeur de l'enquête a servi à développer cette stratégie: seuls 21% des ravers consomment de l'ecstasy. Nous aurions pu utiliser cette donnée telle quelle; nous avons préféré médiatiser un message positif, qui peut agir selon le principe de la pression sociale positive. Fondamentalement, nous voulons dire aux jeunes: *quand tu n'en prends pas, tu es dans la tendance; ou encore: tu te considères comme un raver, alors tu n'en prends pas, car les ravers ne gobent pas*. Il s'agit donc de détruire la norme implicite selon laquelle «presque tout le monde consomme». On sait en effet que les comportements que les jeunes prêtent à leurs camarades du même âge créent une sorte de norme, de repère auquel ils sont loin d'être indifférents, et ce, même s'ils revendiquent assez clairement leur responsabilité dans leur choix. Ainsi, lors d'une enquête actuellement en cours à l'ISPA auprès d'écolières et d'écoliers de 16 à 17 ans, 24% d'entre eux estiment que leurs camarades consomment de l'ecstasy. Le fait de surestimer manifestement l'ampleur de la consommation peut la faire considérer comme normale; cela constitue un élément qui peut faciliter le passage à l'acte. Nous voulons donc, par un message positif, renforcer les jeunes dans leurs comportements de refus, leur dire qu'ils ne se marginalisent pas en restant des non-consommateurs d'ecstasy.

Il est intéressant de noter que cette approche nous a valu des critiques de la part de quelques acteurs du terrain (travailleurs sociaux, organisateurs de soirées), qui estimaient que nous nous trompions dans nos chiffres, les jugeant beaucoup trop positifs. Cela m'interroge: en quoi le catastrophisme qui a prévalu jusqu'ici est-il plus efficace, plus porteur de changements que le message diffusé? Ce d'autant plus que nous n'avons jamais prétendu que ce 21% de consommateurs était dérisoire ou négligeable! Aurait-il été préférable, comme certains médias romands et français l'ont fait, d'interpréter ce 21% comme un drame? Les autorités auraient-elles pris cela avec plus de sérieux? Peut-être, en fait... en

interdisant purement et simplement ces soirées. La réflexion reste encore ouverte.

Réduction des risques, prévention à risque?

Un autre volet développé à travers les diapositives traite de la qualité douteuse de l'ecstasy. On trouve en effet une certaine insouciance dans une réponse de l'enquête représentative menée en 1996: seuls 5,3% des répondants évoquent la peur des coupages de l'ecstasy comme motif pour ne pas en prendre. Malgré ou à cause de cela, le message du dia doit ici jouer autant pour la prévention primaire que secondaire: «Tu ne sais jamais avec quoi c'est fait». Pour les non-consommateurs, cette information doit les inciter à ne pas y toucher; pour les consommateurs, il invite à la prudence.

Ce dernier axe nous amène à ouvrir la réflexion sur les stratégies de réduction des risques à développer. Faut-il, à l'avenir, implanter des tests rapides durant les soirées? Certains pays comme les Pays-Bas le font déjà. La réponse n'est pas simple. Si une telle approche semble convenir aux stratégies des actions de prévention secondaire, elle représente toutefois un écueil pour la prévention primaire, en ce sens qu'elle pourrait inciter – inviter? – certains jeunes à essayer parce que les conditions sont «favorables». Acceptable? Inacceptable? Comment peut-on faire cohabiter ces deux stratégies sans que l'une n'influence négativement l'autre?

Le débat de fond sur la prévention est empreint des normes et des valeurs que chacune et chacun d'entre nous véhicule et défend. En qualité de spécialiste en prévention, faire la balance entre ses convictions et les intérêts de la santé publique n'est pas chose facile. Mais, n'est-ce pas là le lot permanent de la prévention?

1) Sophie Ayer, Gerhard Gmel, ISPA: Consommation d'ecstasy en Suisse romande, rapport final d'un projet soutenu par l'OFSP, rapport n° 27, département de recherche ISPA

2) ISPA: l'ecstasy en Suisse, première étude représentative sur cette drogue à la mode, dossier de presse, octobre 1996

Mieux connaître pour prévenir

Francis Charmillot, Ligue jurassienne contre les toxicomanies, Delémont

La techno est bien là avec les problèmes inhérents aux grands mouvements de foule, aux diverses passions et identifications qui s'y rattachent. Elle draine avec elle des problèmes liés aux comportements à risque à travers la consommation de certaines drogues.

Pourtant, cette culture a indiscutablement des qualités et des richesses que la peur ne doit pas faire oublier. Le cadre et les règles dans lesquels se vit la culture techno doit évoluer; les organisateurs, les divers partenaires officiels, les responsables de la prévention doivent travailler ensemble pour favoriser cette évolution.

«... Les personnes appartenant à la scène techno décrivent la « techno » comme une nouvelle approche de la vie et du temps, associée à la recherche d'une nouvelle utilisation de la technologie et à la création de nouvelles possibilités dans l'existence. Mais, et ce phénomène tend à s'amplifier, une partie de la scène techno s'inquiète des risques d'isolation sociale, de dépendances, de massification et de commercialisation... »¹

Quelques pistes de travail

En tant qu'agents de prévention, nous pouvons aujourd'hui établir les objectifs suivants:

1. Permettre une diminution des risques liés à la consommation de produits légaux et illégaux dans les soirées techno;
 2. Promouvoir des actions visant à la responsabilisation des personnes (participants et organisateurs) face à des comportements «à risque» pour la santé;
 3. Tenter de développer des rapports de confiance entre tous les partenaires concernés;
 4. Travailler à la systématisation et à la mise à jour des connaissances scientifiques et à leur diffusion dans les milieux concernés²;
 5. Informer le grand public sur la culture techno pour permettre la compréhension de cette culture propre aux jeunes.
- Les expériences de ce type déjà vécues en Suisse nous ont permis de constater qu'avec des équipes de jeunes organisateurs soucieux de la sécurité et ayant comme projet principal la mise en valeur et le développement d'une culture qu'ils aiment, les résultats sont positifs.
- Il faut toutefois admettre que des jeunes consomment des psychotropes. A nous de rester proches d'eux, de garder une attitude responsabilisante vis-à-vis de leur comportement.
- Tentons aussi, évidemment, d'empêcher que la scène techno ne devienne un canal de distribution massive de drogues: c'est, d'ailleurs fréquemment, un des soucis des organisateurs.

Techno et ecstasy: un couple infernal?

Les soirées techno ne sont pas «que» des soirées à consommation de drogues. Une récente étude effectuée par l'ISPA a démontré de façon claire que seuls 20% des jeunes fréquentant les soirées techno avaient consommé de l'ecstasy au moins une fois. Ce pourcentage n'est certes pas à banaliser mais permet de rappeler que 80% des jeunes adeptes de la techno ne sont pas consommateurs de cette drogue. Je ne peux m'empêcher de faire la comparaison avec tous ceux qui, comme moi, ont participé à ce que l'on appelle dans le Jura, les «cafés-gouttes»: boire de l'eau de vie jusqu'à six ou sept heures du matin, de nombreux samedis de suite. La plupart des acteurs de ces fins de soirée ou débuts de matinée n'ont, par chance, pas «mal fini».

Ce qui m'a frappé le plus en comparant les soirées «culture techno» et les soirées «culture populaire jurassienne», c'est l'absence totale de violence et d'agressivité dans les soirées techno.

Ne banalisons tout de même pas l'usage de drogues légales ou illégales dans ces rassemblements. Mais ne nous contentons pas d'une prévention qui se résume à de la simple information écrite et à la répression.

Pour prévenir efficacement, en collaboration avec les jeunes issus de cette nouvelle culture, il faut absolument tenter de quitter la peur, comprendre mieux le sens de leur démarche, à quoi elle correspond dans leur environnement et dans leur vie. Cela ne peut être réalisé qu'à travers le dialogue.

Dans les différentes rencontres que j'ai eu l'occasion de vivre, j'ai la plupart du temps rencontré des jeunes gens prêts à s'interroger, à chercher des solutions, à mettre en place des mesures diminuant les risques et responsabilisantes pour chacun (les documents de référence sont disponibles à la Ligue jurassienne contre les toxicomanies, CP 2201, 2800 Delémont 2).

Les médias ont joué un grand rôle dans la dramatisation du phénomène techno. La peur issue de cet état d'esprit n'a provoqué qu'une perte de temps dans la mise en place de cadres et de règles efficaces pour ces soirées. La peur, la colère et l'incompréhension qui en ont résulté ont figé tous les processus d'évolution vers quelque chose d'acceptable et de positif.

Pour conclure provisoirement

La techno est une culture qui prend de plus en plus d'ampleur. Elle est l'expression d'un style de vie original. L'histoire se répète: d'autres phénomènes, ces dernières décennies peuvent être comparés à celui-ci, l'avènement du rock par exemple.

Il est indispensable de comprendre ces phénomènes et les messages qu'ils transmettent. Il faut situer le phénomène techno au sein d'une culture propre au monde des jeunes et par conséquent, représentant «une partie de la culture de la société dans son ensemble...» Les besoins des groupes de jeunes, comme ceux de la scène techno doivent par conséquent tou-

jours être examinés parallèlement à ceux des autres jeunes, des adultes, ainsi que des jeunes enfants.

Pour construire des actions de prévention efficaces, il faut tenir compte du fait que les développements et courants observés chez les jeunes sont toujours influencés par les développements qui caractérisent la société dans son ensemble¹³.

¹³ Ecstasy: bilan intermédiaire de la discussion sur le thème de l'ecstasy, Bâle, Département de la justice du canton de Bâle-Ville, 1996

Prévention sida et promotion de la santé lors des soirées «techno-dance» à Genève

Daniel Schweizer, responsable du secteur prévention du Groupe Sida Genève

Préambule

Ce projet de prévention auprès des jeunes lors de soirées «techno-dance» à Genève s'appuie sur le constat que les plus jeunes sont souvent réfractaires aux messages classiques des campagnes de prévention sida.

Depuis deux ans, le Groupe Sida Genève a aussi constaté une diminution des demandes d'animation de stands de «prévention sida» lors de soirées rock. Par contre, nous avons pu constater une augmentation du nombre de soirées «dance» ou «techno». Nous pouvons en déduire un déplacement des jeunes vers ces soirées à la mode.

Le mouvement «Techno-dance» a acquis depuis quelques années une maturité et développé les recherches musicales. C'est une véritable culture qui émerge avec ses codes spécifiques qui répondent à un besoin des jeunes. Les soirées commerciales ont fait place à des soirées artistiquement plus ambitieuses et moins chères qui attirent les foules.

Le but de ces soirées est une sorte de symbiose humaine euphorique et chaleureuse, de réunir des jeunes dans une spirale frénétique de danse et de liberté. Mais ce mouvement est assez paradoxal: d'un côté on peut dire qu'il est phénomène de masse, car il draine lors d'une soirée plusieurs centaines ou milliers de personnes, d'un autre côté les personnes semblent assez seules. Un peu comme s'ils étaient chacun dans leur propre bulle. Souvent, le «dancer» ne veut pas s'arrêter aux mots, un échange de regard et un sourire suffisent.

«Notre parole est plutôt celle du signe»

Marc, 23 ans

Certains «dancers» ont l'impression de faire partie d'un triangle: soi-même, la musique, la danse.

«C'est plutôt une manière de vivre autre chose.»

Je n'ai pas forcément envie d'oublier la semaine, mais j'ai envie de vivre une autre part de moi-même. Tout ce que je ne peux pas exprimer la semaine, je l'exprime dans ces soirées.»

Pascal, 20 ans

Il est donc important de prendre en compte ce phénomène social, l'émergence d'un nouveau mouvement et de concevoir des actions de prévention spécifique à ce public de jeunes. C'est pourquoi nous souhaitons collaborer pour un tel projet avec des associations pour la promotion de la musique techno. Il est important de développer des messages de prévention spécifique à la tranche d'âge 15-25 ans, les rendant attentifs aux risques de transmission du virus du sida.

Prévention du sida pour les 15-25 ans

Dans un premier temps, le Groupe Sida Genève a pris contact avec Weetamix et Mental Groove, deux associations genevoises qui ont comme but d'encourager, développer la musique techno et organiser des soirées à Genève. Plusieurs rendez-vous ont eu lieu afin de comprendre les différents aspects de ce mouvement. On peut dire que la musique techno est liée au culte du corps. Le côté narcissis-

me et le culte de l'apparence sont très présents dans ce mouvement. Il faut être beau, sexy, se montrer... On s'adonne au culte du plaisir, le plaisir de séduire, plaisir de s'éclater, de faire la fête, d'oublier les temps moroses.

«La techno, c'est la défonce de soi, l'oubli, la transe primitive. Je me laisse emporter par le battement qui me prend la tête et je danse pendant des heures, je m'oublie.»

Christina, 20 ans

Vu la concentration de jeunes lors de ces soirées, il nous semble important d'être présents, là où sont les jeunes pour leur parler de prévention en matière de sida et des moyens de s'en protéger (safer sex). Selon les nouvelles directives de l'O.F.S.P. (Office Fédéral de la Santé Publique), la prévention du VIH/sida doit être comprise à l'avenir comme la partie d'un tout, ce tout étant une promotion de la santé couvrant de nombreux aspects. Il y a lieu de mieux harmoniser les différents domaines de prévention drogue, alcool et tabac, VIH/sida et de coordonner les efforts.

Le rôle des jeunes est capital dans la lutte contre le sida, car leur comportement définira l'ampleur de l'épidémie dans les années à venir.

Les objectifs

Les objectifs d'un tel projet de prévention sida visent à diminuer les risques de transmission du VIH, mais aussi d'autres maladies sexuellement transmissibles et de prendre en compte une promotion de la santé. La prévention du sida est le seul

moyen dont nous disposons en vue d'enrayer cette maladie. Nous nous devons de répéter et renforcer les actions de prévention et d'information auprès des plus jeunes.

Nos objectifs visent à:

- **empêcher de nouvelles infections VIH en diffusant des messages préconisant un comportement sans risque ou en comportant peu (safer sex);**
- **définir les modes de contamination débarrassés de toutes fausses croyances;**
- **réduire les répercussions négatives de l'épidémie et encourager la solidarité avec les personnes contaminées par le VIH ou le sida.**

Ces objectifs sont à intégrer dans une promotion de la santé d'envergure. Comprise comme une mesure promouvant la santé, la prévention du sida permet d'intégrer les préoccupations spécifiques au sida dans une conception de la santé publique qui a cessé de considérer les maladies comme étant des phénomènes de nature exclusivement biomédicale et commencer à en appréhender les divers aspects psychosociaux et socio-culturels.

Nous souhaitons toucher un échantillon le plus large possible de jeunes lors de soirées. De plus, nous voulons dépasser l'idée du stand de prévention que l'on pose à un endroit afin de développer de nouvelles actions de prévention. Nous envisageons éventuellement de créer des équipes de bénévoles qui vont distribuer des préservatifs avec d'autres institutions et organisations qui poursuivent des projets en matière de promotion de la santé. A plus long terme, nous souhaitons promouvoir des techno-parties moins dommageables pour la santé où les jeunes devraient avoir la possibilité de boire de l'eau gratuitement et permettre la création de salles de repos (Chill out).

Ce projet de prévention et de promotion de la santé comporte deux aspects: d'une part, une réduction des risques liés au contexte de ces soirées. Il faut citer ici comme problème pour la santé les condi-

tions dans lesquelles se déroulent certaines soirées: endroits surchauffés, déshydratation/réhydratation (perte de l'eau et des sels). Une compensation en ne buvant que de l'eau (sans les sels) peut présenter, dans des cas extrêmes, des risques graves, voire mortels (noyade des cellules).

D'autre part, donner une information sur les risques liés à la consommation de produits tels que l'ecstasy, car cette substance, classée parmi les entactogènes, modifie l'état de conscience, désinhibe émotionnellement, valorise la conscience de soi et abolit les barrières de la communication. Cette pilule, dite aussi «pilule de l'amour», peut favoriser une prise de risque par rapport au sida lors de rapports sexuels non protégés. L'ecstasy est aujourd'hui, après le cannabis, la drogue la plus répandue chez les jeunes d'Europe de l'Ouest.

Mais il faut aussi préciser que le mouvement techno n'est pas lié exclusivement à la prise de drogues. Si certaines personnes trouvent que la drogue est un apport supplémentaire pour percevoir la musique et pour tenir toute une nuit, pour d'autres jeunes, la danse et la musique suffisent.

Les moyens

Il est important de préciser que le présent projet est à prendre comme une proposition de travail et de réflexion.

Dans un premier temps, nous allons réunir différentes associations de promotion de la culture techno et des associations qui luttent dans le domaine de la promotion de la santé, en vue d'échanger nos idées et de définir une stratégie appropriée, correspondant à ce phénomène culturel et de mode.

Comme moyens, nous envisageons l'animation de stands de prévention sida et promotion de la santé dans des espaces de repos (Chill out) lors des principales soirées à Genève.

Etant donné la particularité des soirées

techno, il est important de permettre d'offrir des stands de prévention sida qui soient aussi des espaces d'accueil informels. Il doit être possible d'y venir en tout temps, sans formuler de demande précise; de simplement pouvoir s'arrêter quelques instants, mais aussi d'établir un contact, de trouver une écoute attentive. Ce projet vise prioritairement à informer les jeunes, là où ils se trouvent, sur les modes de transmission du virus VIH. De donner une information sur le «safer sex», distribuer des préservatifs, mais aussi de pouvoir informer les adolescents sur les risques liés à la consommation de l'ecstasy et de les orienter en fonction des besoins vers les autres structures d'aide. Afin d'atteindre nos objectifs, nous devons former des bénévoles à la spécificité de ces problématiques (sida et ecstasy) et travailler en collaboration avec des médiateurs issus de la culture techno.

La première stratégie vise à créer des actions de prévention lors des soirées, mais nous pouvons aussi envisager des actions dans des centres de loisirs et des magasins de disques. Nous pourrions éditer une feuille d'information sur le «safer sex» et spécifique à la prise de risques lors d'absorption de substances telles que l'ecstasy. Nous devons adapter nos messages en fonction de la population visée et ceci avec les conseils de membres des associations techno.

Il sera important d'évaluer le nombre de personnes bénévoles nécessaires pour animer ces actions de prévention. Nous devons pouvoir leur offrir une formation adéquate et spécifique à cette réalité.

Avec ce projet de prévention dans les soirées techno, nous souhaitons encourager le dialogue tout en transmettant des messages informatifs en faisant appel à la sensibilité et aux émotions des jeunes. Nous souhaitons à l'avenir impliquer des jeunes ou des groupes de jeunes dans nos actions, ceci afin de réaliser des projets avec eux et non plus seulement pour les jeunes.

Le point de vue d'un organisateur conscient de ses responsabilités

Interview réalisée par Christophe Brunner

Christophe Brunner, journaliste indépendant, a rencontré Denis Kaser et Eric Demierre. Il a parlé avec eux de leur expérience et de leur vision de la réalité des soirées techno.

Il retranscrit ici leurs propos, fidèlement, pour être « leur plume ». Cet article est donc le reflet des idées et constats des deux personnes interviewées, Denis Kaser et Eric Demierre.

Depuis plus d'une année, la société Hemostaz assure une permanence de sécurité sanitaire lors de manifestations culturelles ou sportives ... pour autant que les organisateurs le demandent. Ce concept, élaboré pour améliorer les structures de prévention existantes plus que pour combler leurs lacunes, est né de la rencontre de deux hommes soucieux de bien-être: Denis Kaser, dont la société Raveland organise des manifestations techno, et Eric Demierre qui tient une compagnie d'ambulances dans le canton de Vaud. Egalement confrontés aux flagrants problèmes de consommation de drogues de par leur profession, ils ont conjugué leurs expériences pour assurer une présence médico-sociale et faire de la prévention directe, par le dialogue. Grâce à leurs contacts privilégiés avec le public des manifestations, ils font part de leurs observations, de faits et d'informations qui doivent contribuer à étoffer la prévention globale.

Le comité de base d'Hemostaz est composé d'un responsable d'ambulances du canton de Genève, du médecin-conseil, du médecin d'urgence et de trois collaborateurs. Deux cents personnes auxiliaires sont inscrites sur un planning de trois mois: infirmières, infirmiers et anesthésistes, personnel ambulancier de toutes les compagnies d'ambulances, privées ou publiques, de l'aéroport, assistantes sociales et même Samaritains, toutes travaillent par intérêt pour la prévention et la santé et, en acceptant d'être juste défrayées, permettent à Hemostaz d'exister. Leur souci?

Savoir que faire pour aider efficacement, connaître les effets des drogues pour ne pas être démunis.

La prévention telle que pratiquée par Hemostaz crée des émules tout aussi concernés: certains anciens consommateurs d'ecstasy font même partie du groupe jusqu'à être porteur ou brancardier. Par sa présence sur le terrain, principalement dans le canton de Genève, Hemostaz a pu obtenir des informations véridiques. Ces résultats nuancent parfois les données statistiques récoltées par téléphone, dont les échantillonnages ne ciblent pas toujours la population véritablement concernée.

L'ecstasy? Pour Denis Kaser et Eric Demierre, ce n'est qu'une des drogues qui circulent inévitablement dans les manifestations techno comme dans nombre d'autres, malgré les mesures de sécurité et de répression. Bien que la drogue soit omniprésente, il n'existe cependant aucune législation ni aucune directive concernant les infrastructures médico-sociales à mettre en place. Afin de pallier cette lacune, le Département genevois de la santé publique utilise les informations d'Hemostaz pour élaborer ensemble une stratégie globale de prévention, que Hemostaz désire baser prioritairement sur le dialogue et la tolérance.

Denis Kaser

On se rend compte que les jeunes viennent parler; ils consomment, se sentent mal, ils viennent et se rendent compte d'un malaise lors des contrôles de tension ou lorsqu'ils voient leur rythme cardiaque. C'est à ces moments-là qu'ils sont le plus facilement atteignables et

qu'intervient la prévention directe mais pas rébarbative dans le sens «Tiens, lis ce flyer et tu verras, c'est vraiment mal ce que tu fais».

Eric Demierre

C'est vrai que le dialogue est important, les gens viennent autant pour parler que pour des malaises purement physiques. On a les moyens d'intervenir rapidement, voire même d'évacuer s'il le faut mais on sent qu'ils ont besoin de parler. Ils s'inquiètent pour eux, pour leur santé, et leur témoignage nous apprend à voir ce qu'il se passe. Ils nous téléphonent même durant la semaine pour nous faire part d'effets secondaires, d'informations que l'on note. Ces appels sont possibles grâce à un dépliant Hemostaz sur lequel figure un numéro de téléphone relié à ma centrale d'alarme, où il y a toujours quelqu'un pour répondre.

Sur place, dans l'infirmierie des manifestations, on a un appareil qui contrôle la pression, le taux d'oxygénation dans le sang; on s'aperçoit qu'effectivement, il y a des troubles du rythme cardiaque, une pression élevée, que les pulsations peuvent monter jusqu'à 150-160, voire même 200 par minute. Donc il est clair qu'ils s'inquiètent lorsqu'ils entendent l'alarme, et que notre appareil indique un état critique. Là, les gens prennent conscience.

Question d'âge

Tout d'abord méfiants, puis curieux, les jeunes se sont peu à peu habitués à la présence d'Hemostaz. Ils ont appris à l'apprécier et à se confier, ce qui ne fut ni simple ni rapide. Petite précision: Hemostaz est la seule société en Suisse romande à avoir une approche basée sur le dialogue. Pour Eric Demierre et Denis Kaser, le résultat est clair: il y a chez les jeunes une phénoménale prise de conscience du problème des drogues. A partir de vingt ans, ils sont pleinement conscients et cessent leur consommation d'ecstasy. Certains se tournent alors vers la cocaïne, plus «classe».

Ils relèvent également un phénomène pernicieux: si les jeunes arrêtent tôt, leur première consommation intervient toutefois alors qu'ils sont nettement plus jeunes.

Eric Demierre

En parlant avec eux, on se rend compte qu'ils ont effectivement fumé leur premier joint à 12-13 ans. Et pourtant ces jeunes ne sont pas tous au chômage ni à

la rue. Certains travaillent régulièrement, sont même bien placés; ils ont conscience de devoir être au boulot le lundi, disponibles, et qu'il existe d'autres moyens de s'éclater à l'ecstasy.

Denis Kaser

Ça devient de plus en plus jeune, parce que si tu as plus de 18 ans et que tu consommes de l'ecstasy, ça fait craignos; tu crains, tu passes pour un blaireau. A partir de là certains commencent à consommer de la cocaïne, ça fait plus classe. Les jeunes restent à la pilule d'ecsta. Il faut le savoir aussi.

Moins banal que le cannabis, qui fait selon eux partie du quotidien des jeunes



Une soirée «techno».

dont certains ne fréquentent des soirées que munis de leur petit sachet d'herbe locale, ils assistent par contre à un retour en force du crack et des acides.

Eric Demierre

Au niveau acides, les gens viennent nous voir quand ils font un mauvais trip. C'est alors important de les entourer, de leur parler... c'est hyper-important, parce qu'ils peuvent se jeter par une fenêtre. Avec l'ecstasy, la personne se confiera beaucoup plus facilement parce qu'elle est joyeuse, elle est là, elle explique tout ce qui se passe; tandis que le gars qui viendra sous acide sera totalement différent, dépressif.

Denis Kaser

Il sera totalement déphasé. Il pourra parler pendant une heure, mais on se rend compte que ce n'est qu'un regard, que l'esprit est ailleurs... ces gens sont

Pour Eric Demierre et Denis Kaser, il y a chez les jeunes une prise de conscience du problème des drogues

complètement malléables, c'est ça qui fait peur.

Les drogues illégales ne sont pas les seules présentes lors des manifestations techno, et l'image d'Épinal voulant qu'il ne se boive pas d'alcool dans ce type de soirées est irréaliste. Les alcools forts n'ont certes pas la cote : ils sont chers, inabordable pour une clientèle peu fortunée. Comme le mélange procure très souvent des troubles désagréables, un consommateur d'ecstasy les délaissera volontiers. L'ensemble des jeunes se tournera alors vers la bière, moins chère, et en consommera de grandes quantités comme d'ailleurs des sodas ou du thé froid. Quant aux premix, ces nouveaux breuvages à base d'alcools forts et de petites bulles sucrées, les jeunes disent que « C'est chimique et c'est pas bon ; c'est dégueulasse, j'y touche pas ! ». Etant donné le piège au niveau de l'acrocroche que constituent ces boissons, la réaction est rassurante. S'il n'est pas erroné d'associer la mode techno et l'ecstasy, Denis Kaser trouve par contre faux de considérer qu'il n'y en a que dans ce milieu spécifique. Le sophisme est aussi simple que dommageable : il y a de la drogue dans les raves ; les jeunes fréquentent les raves ; donc les jeunes sont des drogués. Il est vrai que, selon lui, 80 % des participants à une manifestation techno consommaient de l'ecstasy il y a trois ans ; aujourd'hui, le pourcentage est diminué de moitié. Il convient donc de considérer également les non-consommateurs, qui peuvent aussi bien représenter 90 % de la clientèle, les jeunes à qui la musique seule suffit. Ils vivent la techno en se satisfaisant de l'environnement sonore et visuel, dans lequel l'effet de transe est poussé à son paroxysme. De la technique (des murs ou des sols qui changent de couleur, par exemple) au savoir-faire, tout invite au délire.

Denis Kaser

« Le DJ a quelque chose de magique dans les mains, une vraie parole ; il les drogue avec sa musique, c'est terrible ».

A chaque style de musique sa dope

Lors de l'organisation d'une manifestation, d'autres éléments influencent la consommation de drogues, éléments que l'organisateur responsable doit considérer à leur juste valeur.

Denis Kaser

La programmation, la mentalité, la mise en place de la manifestation et l'encadrement permettent de dire : « ça va être un nid de dopés, ça va être un nid de deal ». Je ne cache pas mes mots, et je prétends que certains artistes, certaines musiques, certaines programmations amèneront plus de camés que d'autres.

Il appartient dès lors à l'organisateur, mais aussi au canton et à la sécurité, d'être conscients du phénomène et d'agir en conséquence en matière de prévention. Si l'organisateur doit se montrer strict en ce qui concerne la légalité des produits consommés dans sa manifestation, il doit également faire attention à la programmation musicale et aux artistes qu'il engage ; lorsque la soirée devient trop chaude, il peut par exemple demander au DJ de calmer le jeu.

Encore faut-il avoir conscience de l'inévitable présence de drogues et l'admettre, un état d'esprit que beaucoup, selon Denis Kaser, ne sont malheureusement pas prêts d'avoir. Le mouvement techno a officiellement un dizaine d'années, et professionnellement trois ou quatre au maximum ; ce n'est qu'aujourd'hui qu'il éclate en plein jour.

Denis Kaser

Je crois qu'à l'heure actuelle, la conclusion vraiment grave et critique est qu'il ne faut pas laisser ce milieu entre les mains de quelqu'un qui ne le maîtrise pas professionnellement, qui n'en a pas pleinement conscience. Parce que j'admets que c'est un milieu à risques. Le danger ? Lorsqu'une société de jeunesse organise une petite manifestation, en fait une techno avec de vrais DJs techno, professionnels, ça va attirer le vrai public, mélangé avec toute la jeunesse du coin où la moyenne d'âge est de douze ans.

C'est là que se crée le pont entre le dealer, l'éventuel consommateur et le futur raver. Pour moi, c'est ça le vrai lieu à risques, ce n'est pas la rave avec 12000 personnes et une monstre infrastructure de sécurité. Le risque n'est pas là, il est dans les soirées privées, semi-privées ou encore lors d'after inofficielles, un problème qu'on ne maîtrise pas du tout.

Le problème ? Lorsque l'on arrête une manifestation à quatre heures du matin sous prétexte de dégager les routes, alors même que les autorisations vont jusqu'à six heures, il y a une mise en place directe d'after, des soirées du matin dans lesquelles les jeunes, qui ont avec eux tout

le matériel nécessaire, perpétuent l'ambiance de la nuit.

Denis Kaser

Et c'est là que le pont se crée, parce que c'est là qu'il y a tout à coup tendance à la fatigue. Même si tu as bu quarante Red Bull, t'as 18 ans... tu y passes. Tu passes à la moulinette.

C'est pas bien de dire «c'est pas bien»

En matière de prévention, l'idéal serait alors d'intervenir avant que les jeunes ne prennent conscience, pour qu'ils ne s'essayent pas à la consommation d'ecstasy ou d'autres drogues. Mais pour celles et ceux qui en consomment déjà, qui « croquent », la prévention doit être présente lors des manifestations. Basée sur le dialogue, elle veillera selon Eric Demierre et Denis Kaser à ne surtout pas verser dans la remontrance ou la morale. De la drogue, il y en aura dans toutes les manifestations qu'elles soient techno, rock ou à but humanitaire. C'est pour eux une réalité.

La logique publicitaire demande une présence constante, qui conforte le consommateur d'un produit XY dans son bon choix. Cette logique est également valable en matière de prévention ; un message répété va intéresser les jeunes, pour autant qu'il ne soit pas sentencieux. Une approche fortement teintée de réduction des risques, telle que sur les flyers Ecstasy-Info de Zurich, rencontrera dès lors plus de succès. Le message de base peut être ainsi résumé : « Fais gaffe. On n'est pas dupes, on sait que tu en prends mais fais gaffe : tu ne sais pas ce qu'il y a dedans ». Faute de s'orienter sur les conséquences pour la santé, le message préventif sera tout simplement ignoré.

Denis Kaser

Les gamins disent « quand on fume... on se fait taper sur les doigts » parce que nous refusons qu'ils fument dans l'établissement. Mais indirectement, est-ce qu'on ne ferait pas mieux de les garder dedans en leur disant « c'est pas bien de fumer » ? Mais si on leur dit « c'est pas bien », ils ne viennent plus. Il faut toujours faire la part des choses et arriver à une ligne médiane où tout le monde gagne son beurre : les services de prévention, les services de répression, l'organisateur, et surtout le public.

Sponsors de la prévention

Denis Kaser, en toute logique commerciale, suggère l'approche financière suivante: afin de prévenir la disparition de la prévention, le public, l'organisateur et les sponsors doivent être intéressés par ce qu'il convient d'appeler un produit préventif enrobé d'une image de marketing. Malheureusement, quelques essais ont tourné court faute d'une prise de conscience globale. Lorsque Arkina distribua gratuitement de l'eau aux ravers, les reproches ont plu.

Denis Kaser

On m'avait accusé en me disant «OK, vous distribuez de l'eau, vous acceptez que des ravers consomment». Mais je savais également que certains non-consommateurs allaient danser dix ou douze heures et allaient être complètement déshydratés. Et que certains n'avaient peut-être pas un franc en poche pour s'acheter un litre d'eau, alors qu'on sait que dans les toilettes de la plupart des clubs, il n'y a que de l'eau chaude. Pas d'eau froide. Dans mes manifs, tu demandes un verre d'eau on te met même deux glaçons et une rondelle de citron.

Le phénomène fut identique quand les CFF proposèrent des billets combinés pour diminuer les risques sur la route: la régie fut associée à la vente d'ecstasy. L'amalgame est trop vite fait, au détriment de tous. Denis Kaser pense que, à force de vouloir rejeter la responsabilité des drogues sur tout un chacun, on risque de décourager de bonnes volontés. La cible favorite des critiques semble être l'organisateur, mais on pourrait aussi prendre à partie les parents, les systèmes scolaire et politique, l'air du temps et pourquoi pas les play-stations, dont la musique n'a rien de la transe mélodique. Si le débat vise à chercher des responsables, il tombera vite dans la stérilité. A défaut de savoir à qui la faute, l'expérience d'Hemostaz fait ressortir un pourquoi.

Denis Kaser

Et là intervient le problème du sida, parce que les jeunes disent «ouais écou-

te, nous on s'droque pask'on peut même plus baiser, dès qu'on tire un coup, pop! dans deux ans t'es raide». Ils te parlent comme ça, ils te le disent en verlan, tu comprends pas. Mais c'est ce qu'ils disent: «Nous on se drogue parce qu'on peut plus baiser. On peut plus boire d'alcool, ça coûte cher. Un ecsta, ça coûte vingt balles et ça dure toute la nuit».

Structures et financement de la prévention directe

Les jeunes ne cachent pas leurs mots, ne dissimulent pas les problèmes. Eric Demierre et Denis Kaser ont inclus cette donnée dans leur réflexion, et y voient un début de solution. Exposer la situation en connaissance de cause et expliquer le concept médico-social qui est associé à une manifestation ne prêterait pas l'obtention des autorisations, au contraire. En plus d'éduquer, il faudrait à leur avis renforcer les liens entre les différentes sociétés de prévention. Cela permettrait de mieux coopérer et assurerait la sécurité du public. Certaines sociétés directement concernées ignorent tout simplement l'existence des autres, ce à quoi il peut être remédié. Pour permettre à la prévention directe et au concept médico-social d'exister, Denis Kaser précise que les structures encore à élaborer doivent être mises en place rapidement. Pour Eric Demierre, une meilleure coordination entre les organisations, peut-être même une centrale d'information, ainsi qu'une vaste communication permettraient d'y parvenir. L'aspect financier reste cependant un élément crucial, et le temps presse.

Eric Demierre

Financièrement parlant, ce n'est pas du tout rentable pour nous; si on compare ce qu'on facture au nombre d'heures qu'on y passe, ça fait à peu près cinq francs de l'heure.

Denis Kaser

Il ne faut pas oublier que tout ce qui est majors, gros labels, Sony, Polygram... a déjà attrapé la pop et la dance, mais pas la techno. Dès qu'ils vont se mêler à ce

business, les autorisations vont pleuvoir. Dès qu'il y aura du pognon sur la table on ne parlera plus de prévention, on nous oubliera. Et il y aura des raves comme il y a des productions d'Iron Maiden ou d'AC/DC avec 15000 personnes. Nous, les indépendants qui avons lancé ce business, on se fera croquer.

Eric Demierre

Tant qu'Hemostaz existe, on va faire le maximum pour continuer; mais pour ça, il faut aussi que les organisateurs nous le demandent. On ne va pas arriver chez les gens en disant «Maintenant on va faire de la prévention». Il est important que les organisateurs nous sollicitent.

Denis Kaser

Il ne faudrait pas créer un débat mais un fil rouge entre les différents organisateurs, il faudrait vraiment créer un lien entre tous, vous, nous ... étoffer le concept, rassembler. Les gens existent, simplement pas au même moment au même endroit. En matière de prévention, il faut taper sur le clou, être là, se donner les moyens d'être là. Les jeunes se droguent, ils se droguent bien, c'est vrai, mais ils en ont conscience de par le travail qui est fait.

Comment récolter des fonds pour la prévention? En attirant les sponsors. Peut-être aussi en organisant des soirées techno en sa faveur, comme cela fut fait pour la Croix-Rouge. Il reste à savoir si les ravers vont se soutenir.

Quoi qu'il en soit, pour Denis Kaser, un élément fondamental reste l'éducation de tous.

Denis Kaser

Il faut faire passer un message. Ça ne va jamais s'atténuer, ça va continuer, ça va aller en empirant. Mais tout empire, le sida empire, les gens deviennent de plus en plus sombres. Je ne veux pas être défaitiste, mais... si tout le monde avait l'envie de transmettre à son voisin un petit quelque chose de positif, si ce n'est préventif, on résoudrait certainement tous les problèmes. Tous. Seulement, il y a beaucoup de gens qui s'en moquent totalement.

Ecstasy : une nouvelle chasse aux sorcières ?

Pierre-Yves Aubert, Infor Jeunes - EPIC, Equipe de prévention et d'intervention communautaire, Genève

L'ecstasy, connu depuis longtemps, est devenu ces dernières années la nouvelle «drogue» dont tout le monde parle.

Comme à l'habitude, les médias se sont emparés de ce sujet potentiellement sensationnaliste en donnant crédit aux rumeurs les plus folles sur les effets de cette drogue de synthèse. Il faut dire que son usage contient les ingrédients nécessaires à alimenter l'inquiétude du monde adulte. Elle est consommée essentiellement dans les soirées techno, par une population jeune qui revendique de danser pour le plaisir jusqu'au bout de la nuit, voire du ou des jours suivants. Autant dire pour rien dans notre culture judéo-chrétienne !

Nous retrouvons donc dans l'information sur l'ecstasy les mécanismes que nous connaissons depuis longtemps pour toute drogue illégale, et qui compliquent singulièrement une approche préventive et multidimensionnelle de son usage.

Une information essentiellement focalisée sur le produit: la nouvelle «drogue»

La diabolisation du produit est une constante dans la représentation dominante sur les drogues. Il est en effet plus simple de penser que le produit est à lui seul responsable des éventuelles conséquences négatives de sa consommation. Or, nous le savons, les effets des psychotropes sont intimement liés à la personne qui les consomme et au contexte dans lequel la consommation se déroule. Ceci limite considérablement la possibilité de donner une information objective sur le produit et ses effets. Plus grave, cette représentation du produit tout puissant évacue les capacités de choix de la personne qui constituent pourtant l'axe prioritaire de la prévention.

De surcroît, le marché illégal s'exerçant par définition en dehors de toute réglementation, le consommateur ne bénéficie d'aucune garantie quant à la composition et la qualité du produit. Pour l'ecstasy en particulier, il semble qu'une volonté se dessine de mettre sur pied des systèmes d'analyse des produits. Mais dans une logique de réduction des risques, ne serait-il pas temps de procéder à une analyse systématique de toutes les drogues illégales (par le biais des saisies, par exemple) et surtout d'en publier les résultats ?

L'amalgame entre le produit, le contexte de son usage et le consommateur

Les premiers articles de presse consacrés à ce sujet présentaient bien sûr l'ecstasy comme le nouveau fléau. Le lecteur pouvait ainsi facilement se représenter les soirées techno comme des grandes braderies où les jeunes ne pouvaient échapper aux sollicitations des revendeurs. Un des principaux arguments utilisés : il est tout simplement impossible de danser une nuit entière sans support chimique. Et pourtant, la récente enquête de l'ISPA montre que seuls 20% des personnes fréquentant ces soirées disent consommer de l'ecstasy et que la majorité d'entre elles se disent amateurs de psychotropes (principalement le cannabis). Malheureusement, il sera toujours plus «porteur» de parler de cette minorité que des 80% qui s'éclatent à l'adrénaline et aux endomorphines.

Bien sûr, les médias ne sont pas seuls à avoir un intérêt pour le sensationnalisme. Mais si je me permets d'accrocher la presse une fois de plus, c'est qu'elle constitue le creuset où se forment les représentations collectives, où se façonne le mythe de la drogue. Un titre réducteur, une manchette simpliste auront toujours beaucoup plus de poids que la prise en compte de la complexité inhérente à tout comportement ou toute activité humaine.

L'intégration culturelle des drogues est un facteur de réduction de risques

La mythologisation de la drogue, illustrée par la diabolisation du produit, a pour principal effet d'oblitérer la multiplicité des usages. Celui qui consomme un produit désigné comme drogue est un drogué, avec le cortège de représentations caricaturales que représente cette affirmation. Cela permet en outre de justifier la distinction politique entre drogues légales et illégales. Pourtant, quel que soit le statut du produit, nous savons que les usages sont multiples et que les risques de dérapages vers des usages problématiques sont plus importants en l'absence de normes culturelles intégrées.

Si l'on considère l'alcool, drogue qui engendre une dépendance physique importante mais culturellement intégrée, le contrôle social de l'usage (normes) limite considérablement le glissement vers l'alcoolisme et facilite les soins le cas échéant. Certes l'alcoolisme est pré-occupant mais ne concerne qu'une petite minorité de consommateurs. Dans d'autres cultures, les usages d'opiacés ou de cannabis ne sont pas vécus comme a priori problématiques, c'est par contre l'alcool qui pose le plus de problèmes. En Occident malheureusement, l'hystérie néo-moraliste qui entoure les drogues illégales et leur désignation comme bouc émissaire, rejette les consommateurs dans la clandestinité et les rend inaccessibles aux messages de prévention. Or précisément, l'ecstasy est un exemple d'usage circonstanciel en ce sens qu'il est principalement consommé

dans un cadre donné et à des fins explicites. Beaucoup de jeunes nous en parlent dans ces termes, la consommation hors des soirées de danse ne présente aucun intérêt, aucun sens. Dans le cadre de la prévention, n'est-ce pas justement cette question du sens qu'il nous faut poser?

Comme pour le cannabis, nous voyons apparaître avec l'ecstasy des normes culturelles d'usage en opposition à d'autres normes culturelles. Dès lors que la prévention s'adresse à des consommateurs, qui existent et existeront que nous le voulions ou non, notre responsabilité est de promouvoir l'interrogation sur le sens du recours aux produits psychotropes et par là-même un usage contrôlé.

C'est en s'illusionnant sur une jeunesse sans drogue que l'on prépare les alcooliques et les toxicomanes de demain.

MDMA : l'extase au synthétique

Jean-Dominique Michel, socio-anthropologue, Genève

Il y a fort à parier que si la 3,4 Méthylènedioxymétamphétamine avait gardé sa stricte dénomination chimique, elle ne serait pas devenue ce que l'on appelle, de façon un peu convenue, un phénomène de société. En ce sens, son surnom courant paraît issu du meilleur brainstorming de marketing. Une substance appelée extase ne saurait laisser indifférent, a fortiori dans une culture ne privilégiant pas forcément celle-ci...

Une histoire de notre temps

Les psychotropes ont leurs propres histoires. Selon le temps et le lieu, leurs consommations sont tantôt légales tantôt illégales. Personnifiés par le langage courant, ils sont l'objet d'engouements éphémères, ils connaissent des heures de gloire, des revers de fortune, des glissements dans la désaffection et l'oubli. Ces fluctuations, pourtant, ne sont jamais gratuites. En tant qu'amplificateurs de conscience, les psychotropes et leurs usages sont l'objet de multiples enjeux. Il existent en tant que faits sociaux. Ils sont à la fois objets économiques et objets de discours, supports de projections symboliques et affectives, véhicules utilitaires de trajectoires individuelles normées ou au contraire marginalisantes. Ils sont investis de valorisations particulières qui s'enracinent dans leurs caractéristiques, réelles ou fantasmées, et reflètent le système de sens de la culture qui les produit. En tout état de cause, la place qu'une substance occupe dans l'imaginaire collectif est forcément signifiante, au même titre que ses multiples statuts, qu'ils soient médical, juridique, ou socio-politique.

Le rôle des psychotropes

Ethnographiquement, l'usage de psychotropes au sein d'un groupe humain remplit plusieurs fonctions. Le plus archaïque, et le plus fondamental des modes d'usage, est d'ordre rituel: par leur faculté de modifier l'activité des cir-

cuits neurologiques, les substances psychoactives permettent de faire pénétrer l'expérimentateur dans un «monde-autre»⁽¹⁾. Dans les sociétés traditionnelles, il s'agit du monde supra-sensible, illustré par la mythologie et les croyances collectives sacrées. Le recours à la substance se fait alors dans un cadre précis, déterminé par un moment du cycle cosmo-agraire. Dans les sociétés complexes, désacralisées, la substance n'est, le plus souvent qu'un auxiliaire de fuite, de repli sur soi sans transcendance hors des pesanteurs du système de croyances dominant.

Le second type de fonction est d'ordre convivial. Chaque culture, en vertu de sa sensibilité et des disponibilités du milieu, institue des pratiques collectives de consommation de certains psychotropes. A l'évidence, la qualité des substances utilisées est en résonance avec les valeurs du groupe. La Suisse serait-elle une nation de fumeurs de cannabis où l'alcool serait prohibé, les caractéristiques de sa culture différencieraient de ce qu'elles sont aujourd'hui. L'usage convivial conduit dans les faits à un codage collectif du système nerveux qui instaure une pratique partagée des sens, soit, au sens étymologique du terme, un authentique consensus!

A ce titre, il convient de relever que les psychotropes, quels qu'ils soient, ne font qu'activer certaines fonctions neurologiques: l'alcool désinhibe les pulsions d'agressivité et d'affectivité du système limbique et du paléo-cortex; les opiacés donnent accès à l'extase de la parasymphathétotonie; les stimulants réveillent les capacités de manipulation symbo-

lique et mentale du néocortex, tandis que le cannabis accentue les accès à la conscience de la somesthésie⁽²⁾.

La troisième fonction est connexe à la précédente. L'usage de certains psychotropes opère en tant que marqueur social, c'est-à-dire qu'il singularise l'utilisateur en référence à une sous-culture typifiée par les produits qu'elle utilise. Dans les sociétés complexes, comme la nôtre, de multiples psychotropes coexistent et sont utilisés sélectivement par différents sous-groupes.

L'irruption sur le devant de la scène d'une substance nouvelle est toujours révélatrice. Le psychotrope a à se faire une niche dans les pratiques et les mentalités. Ce faisant, il dessine des lignes de force dans le système complexe des interactions socio-culturelles. Le cas de l'ecstasy n'échappe pas à la règle.

Un début de vie mouvementée

Le MDMA est né à l'orée de la première guerre mondiale. Il fait partie d'une famille de substances dites amphétamines psychotomimétiques, qui présentent des effets à la fois stimulants et psychédéliques. Si on lui reconnaît des liens de parenté chimique avec la mescaline, dont il manifeste certains effets, il s'agit toutefois d'un produit strictement synthétique. Il a fait l'objet de recherches intensives en qualité d'adjuvant, ou plus exactement de facilitateur dans le cadre de psychothérapies dans la première moitié des années quatre-vingt. Cet usage particulier lui a valu une bonne part de sa réputation. De l'avis des chercheurs qui l'utilisaient, il présentait des caractéristiques intéressantes d'un point de vue pratique, préfigurant une sorte de «pilule du bonheur» que le Prozac incarnera par la suite. Ses effets principaux étaient décrits comme celui d'un euphorisant doux plongeant l'expérimentateur dans un état de bien-être et un sentiment d'amour communicatif. Les pulsions agressives étaient neutralisées au profit de sensations délicieuses et érotisées. La personne manifestait une profonde envie de communier et de partager⁽³⁾.

Les expérimentations autour de son usage furent brusquement interrompues: en juillet 1985, la Drug Enforcement Agency (USA) inscrivit d'urgence l'ecstasy sur le tableau des substances totalement prohibées, «sans valeur médicale et à potentiel d'abus élevé». Le 11 février suivant, l'ONU emboîta le pas. La Suisse fit de même le 22 avril 1986, par

une modification de l'ordonnance sur les stupéfiants. Que s'était-il passé?

D'après une publication du Département de la justice du Canton de Bâle-Ville, les raisons de l'interdiction étaient les suivantes: l'ecstasy avait des propriétés neurotoxiques; on manquait de données cliniques sur son utilisation; il y avait absence d'une autorisation des autorités compétentes en matière de santé pour le commerce et l'utilisation chez l'homme; le produit provenait de la modification de l'analogie structurelle des dérivés d'amphétamines déjà légalement contrôlées; enfin, le MDMA était fabriqué clandestinement et vendu sur la scène de la drogue⁽⁴⁾.

L'argumentaire est amusant. Des cinq raisons invoquées, deux relèvent de la tautologie juridique (la substance est interdite parce qu'elle n'est pas autorisée...). Une autre invoque des effets neurotoxiques alors que, toujours selon la même publication, «jusqu'ici, la preuve histologique d'une neurotoxicité pour l'homme n'a jamais été démontrée». Ailleurs, on se réfère à un manque de données. Pourtant, en toute logique, lorsqu'on manque de données, on cherche à en récolter plutôt qu'à en interdire la récolte. Enfin, la production et la vente du produit au marché noir est un curieux argument. A ce qu'on sache, jamais la prohibition d'une substance n'a fait autre chose qu'en encourager la production et la vente au marché noir...

Si l'argumentaire est absurde, l'interdiction, elle, aboutit. Ce coup d'arrêt fut, par un de ces paradoxes que la systémique apprécie, le coup d'envoi, pour l'ecstasy, d'une prodigieuse carrière clandestine. Précédée par sa réputation, celle-ci se diffusa à l'intérieur de certaines sous-cultures. Dernière en date, la culture techno s'appropriera son usage en vertu d'affinités que nous allons maintenant aborder.

Dans la culture techno

Ces caractéristiques initiales de la substance méritent néanmoins un retour en guise de résumé: produit synthétique sans usage traditionnel, expérimenté en psychothérapie comme remède aux maux psychiques les plus aigus de notre époque, à savoir agressivité, manque de communication et mal-être. Voilà qui n'est déjà pas banal comme carte de visite. Puis, interdiction brutale sans que les compte-rendus d'experts ayant testé favorablement la substance soient sérieusement invalidés.

A ce qu'on sache,
jamais
la prohibition
d'une substance
n'a fait autre chose
qu'encourager la
production et la
vente au marché
noir...

De là, diffusion clandestine, en particulier dans le cadre d'une sous-culture dominante au niveau de la jeunesse. Cette sous-culture relève elle-même d'un curieux syncrétisme aux multiples paradoxes: ouvertement technologique, voire industrielle (sa musique de prédilection en est une bonne illustration), hypermoderne voire «décadentiste» (le déconstructivisme de son mode vestimentaire l'indique), elle se réfère en même temps à des valeurs de métissage ethnique qui renvoient à des substrats archaïques et tribaux.

De l'avis même de ses utilisateurs, la consommation d'ecstasy est indissociable des «rave-parties», défoulements festifs qui signent une résurgence de la transe dans les pratiques sociales. Au son hypnotique des rythmes et mélodies synthétiques (dont la cadence est calibrée en fonction du rythme cardiaque – 120 pulsations par minute), les ravers renouent avec des phénomènes de dépossession de l'individualité qui, structurellement, rappellent les pratiques traditionnelles de l'extase – étymologiquement «sortie hors du corps». Le moi individuel se fond dans le mouvement collectif, à mesure que s'efface le codage quotidien du système nerveux. Le raver, littéralement, «s'éclate» dans les saccades saltatoires de son corps partant à la rencontre fusionnelle du collectif.

Les pratiques de la transe et de l'extase figurent parmi les formes de spiritualité les plus fondamentales de l'espèce humaine⁽⁵⁾. Elles permettent à ceux qui s'y adonnent de s'extraire de leur personnalité sociale pour partir à la rencontre de modalités de l'être affranchies des pesanteurs du quotidien. Le «corps énergie» libéré par la transe s'offre à être «chevauché» par les archétypes divins du corps social. En l'absence de toute référence collective à des pratiques extatiques du sacré, le mouvement psycho-organique, ici, s'arrête en-deçà de ce seuil.

De l'avis des consommateurs – une nette minorité des participants, 20% d'après l'ISPA –⁽⁶⁾, l'ecstasy leur permet de lever toute inhibition et de se laisser totale-

ment aller. Ils éprouvent des sensations accrues, ressentent un sentiment d'amour universel. La substance agit comme euphorisant, stimulant sexuel et relationnel.

Le cadre festif devient, à certains égards, un cadre rituel: espace de contre-investissement dionysien et orgiaque aux rigueurs moroses et oppressantes du profane quotidien, avec ses normes d'individualisme et de matérialisme forcenés, d'économisme désespéré et inhumain. A cet égard, la consommation d'ecstasy s'inscrit en plein dans ces résurgences du nocturne de l'image que scandent les éruptions de la contre-culture. Dans une société valorisant si peu le bien-être individuel et collectif, l'extase pulsatoire et la non-violence, il était naturel qu'une compensation symbolique antagoniste apparaisse.

Un psychotrope adapté

Contrairement à leurs aînés psychédéliques, les ravers s'inscrivent cependant en plein dans la réalité de la société de consommation dans laquelle ils vivent. On chercherait en vain une contestation spirituelle, sociale ou même politique associée à la prise de produit. Le temps des illusions – fussent-elles psychotropes – semble bien révolu. La consommation d'ecstasy est une rupture encadrée, délimitée, faite le plus souvent de façon pragmatique et responsable. Les pamphlets d'information diffusés par les organisateurs de soirées techno sont des modèles du genre⁽⁷⁾. Ni dramatisants, ni banalisants, ils sont étonnamment pondérés et factuels. La consommation y est présentée comme une affaire individuelle, l'interdit légal rappelé pour la forme sans qu'y soit attribuée la moindre valeur symbolique ou morale. Les risques liés à l'ingestion de produits issus du marché noir sont clairement explicités.

Rave-parties, avec ou sans ecstasy, apparaissent bien plus comme des parenthèses dans la trame d'un réel jugé sans complaisance mais sans révolte. L'apparition du «phénomène ecstasy»

semble dénoter de la part des différents protagonistes (ravers mais aussi professionnels de la prévention et du traitement des dépendances) d'une forme de maturité à l'égard des consommations de psychotropes. Rares, il est vrai, sont les consommateurs compulsifs de MDMA. Pas plus qu'aucun autre produit, celui-ci n'a le pouvoir d'induire de toxicodépendance. Certains individus, préalablement engagés sur une trajectoire de dépendance, abuseront de la substance. La majorité des ravers n'y touchera même pas, certains essayeront pour voir, parce que la curiosité est naturelle à tout âge et plus particulièrement durant l'adolescence. Les risques principaux de l'expérimentation tiennent aux incertitudes de qualité liées au marché noir, et les ravers sont sensibles à cet argument.

En définitive, s'il y a un «phénomène ecstasy», c'est probablement dans cette ébauche de maturité collective qu'il convient de le chercher. Produit à peu près inoffensif, le MDMA est pourvu d'un joli surnom. Il aurait pu faire une carrière en psychothérapie, à des dosages adéquats. Dépourvu de potentiel d'usage convivial au quotidien – à l'inverse du cannabis –, il s'inscrira probablement à l'arrière-plan des psychotropes courants une fois son heure de gloire passée. L'extase collective et subversive n'est pas pour demain. La DEA n'avait vraiment pas besoin de s'inquiéter...

¹ Perrin M., Logique «sauvage» des psychotropes: le cas des sociétés chamaniques, Psychotropes, vol. VI, n° 3.

² Sur cette discussion, cf. Leary T., Changing my mind, among others, Prentice-Hall, New York, 1982.

³ Cf. Seymour R. & Smith D.E., Guide to Psychoactive Drugs, Harrington Park Press, New York, 1987.

⁴ Ecstasy, bilan intermédiaire de la discussion sur le thème de l'ecstasy, OFSP, 1996.

⁵ Cf. Eliade M., Le chamanisme et les techniques archaïques de l'extase, Payot, Paris, 1951.

⁶ ISPA folio, n°1, novembre 1996.

⁷ Par exemple, «Prévenir et Informer: ECSTASY», pamphlet édité et distribué par l'association Techno Plus, à Paris.

Prévention des toxicomanies : entre méthode et méthodologie

Cédric Terzi, chargé de prévention à la Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies, LIFAT

Chargée de la prévention des toxicomanies (au sens large) dans la partie francophone du canton de Fribourg, la Ligue fribourgeoise pour la prévention de l'alcoolisme et des autres toxicomanies (LIFAT) a développé de nombreuses activités. En particulier, elle a lancé depuis plusieurs années des «ateliers-santé» de prévention conjointe des toxicomanies et du sida en collaboration avec le Centre d'Education à la Santé de la Croix-Rouge fribourgeoise (CES). Cette année, la LIFAT en reprend le principe dans les cycles d'orientation fribourgeois, en lien avec des représentations de théâtre-forum.

Les ateliers-santé

L'animation des ateliers se déroule en classe, en l'absence des professeurs. Les élèves sont invités à découvrir que la communication, le développement de réseaux de solidarité et la réflexion individuelle à l'égard de nos choix constituent des ressources importantes dans notre société, que ce soit pour gérer toutes les expériences quotidiennes, comme pour traverser au mieux les situations difficiles.

Cette approche comporte cependant ses limites, en particulier dans les cas où des situations difficiles (individuelles ou collectives) sont mises en lumière. En effet, les animateurs travaillent alors à vif sur des situations parfois très tendues au niveau relationnel, communicationnel ou psychologique. Et la limite devient parfois ténue entre ces espaces ouverts de discussion en marge du système scolaire, les thérapies de groupe et le journalisme intimiste. Ce d'autant plus que les animateurs ne font la plupart du temps que passer dans les classes et que le travail de suivi ne peut être assumé que par les enseignants, lesquels ne sont, le plus souvent, pas pleinement partie prenante d'un processus de prévention laissé à l'initiative des seuls «spécialistes».

Théâtre-forum et ateliers de prévention : une complémentarité

Cette année, la LIFAT et l'Association le CaMÉLÉON lancent un programme de prévention destiné en particulier aux élèves des Cycles d'Orientation du canton (ils ont de douze à quinze ans environ). Intitulé «T'as prévu?», ce programme maintient la dynamique des ateliers, mais en tant que complément utile à une représentation de théâtre-forum. Cette

méthode d'animation développée dans les années soixante a connu un net regain d'intérêt auprès des intervenants sociaux en lien avec le développement des politiques sociales implicatives dont elle partage l'objectif principal de transformer les spectateurs (ou bénéficiaires) en acteurs¹.

Pratiquement, les comédiens jouent une première fois un bref scénario présentant un processus d'échec et d'oppression. Ils représentent ensuite la pièce une seconde fois, et le public est invité à intervenir de manière à en modifier l'issue. La scène devient alors une sorte de laboratoire protégé, ouvert à l'essai et à l'erreur. Le débat s'engage ainsi par l'intermédiaire de la fiction et il permet de trouver des ébauches de solutions pour la vie quotidienne. En matière de prévention, cette méthode est évidemment très séduisante. Elle permet de confronter les spectateurs à la nécessité de devenir acteurs de leur propre existence, tout en tenant compte de l'importance des relations, et plus largement des structures sociales. Cependant, reste le problème du passage de la fiction à la réalité. Rien ne permet en effet d'affirmer que le spectateur – qui met en oeuvre ses compétences en matière d'improvisation théâtrale pour modifier le cours d'un scénario de fiction – sera en mesure de transposer cet acquis dans son quotidien, qu'il ne se laissera pas engloutir par les difficultés de l'existence et qu'il sera capable de prendre la distance nécessaire pour poser ses choix.

Confrontés à cette question méthodologique, nous avons pris l'option de laisser pleinement la responsabilité du développement du scénario à des acteurs compétents (la troupe de l'association du CaMÉLÉON) et de consacrer notre activité de spécialistes de la prévention à la recherche de solutions permettant de faire un lien entre

fiction et réalité. C'est à ce niveau qu'interviennent les ateliers. Nous avons choisi d'en reprendre la forme, et d'en faire un espace de dialogue entre la fiction et la vie quotidienne sur la base d'une question: «cette pièce de théâtre vous a-t-elle fait penser à une situation que vous avez vécue?».

L'espace ainsi constitué offre l'occasion aux élèves de parler de leur vie quotidienne, mais en la raccrochant à une autre histoire (la fiction), de manière à l'entrevoir sous un jour nouveau, permettant éventuellement le développement de solutions originales. Cette pratique a le double avantage de permettre aux animateurs de s'appuyer sur le scénario fictionnel pour lancer des échanges consacrés à la vie quoti-

Du support au comportement : la prévention

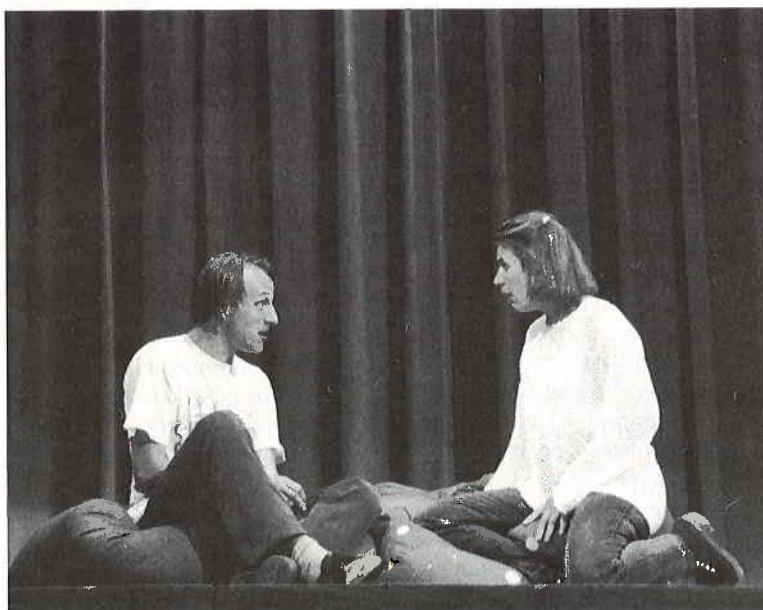
L'intérêt de cette réflexion méthodologique particulière peut être étendu de manière fructueuse à l'ensemble du travail préventif. En effet, ses spécialistes déploient des trésors d'imagination s'agissant d'élaborer de nouveaux supports. Dans ce cadre, les institutions chargées de prévention portent une attention toute particulière à la qualité des messages qu'ils véhiculent, de manière à toucher le bon public avec les mots ou les comportements les plus adéquats. Récemment, les supports se sont nettement diversifiés, passant de la seule information sur des produits

giques ne mobilisent que difficilement les acteurs les plus démunis (financièrement, socialement ou culturellement), auxquels elles sont pourtant destinées. Les meilleures volontés s'essoufflent face à ces embûches, ou inversement (mais ce ne sont là que les deux faces de la même médaille) les intervenants fuient dans la production sans fin de nouveaux supports préventifs, tous plus habilement élaborés les uns que les autres. C'est ici que l'expérience du programme «T'as prévu?» nous paraît ouvrir un certain nombre de pistes dans ces réflexions générales.

Pratiques de réception et production du sens

Les spécialistes de la prévention sont pris entre deux impératifs qui composent une forme de double contrainte. D'une part, leur fonction sociale leur impose de produire des interventions spécialisées dans la promotion de comportements définis comme sains, par le biais d'interventions spécifiques, caractérisées par l'univocité des attitudes qu'elles entendent favoriser. Cependant, il s'avère que les travaux évaluatifs peinent à démontrer l'efficacité de la prévention sur ce terrain: il n'est en effet pas possible d'affirmer que ces interventions produisent mécaniquement les effets escomptés en termes de comportement, et ce quelle que soit la qualité de leur élaboration.²

Pour échapper aux doubles contraintes tissées par ces injonctions paradoxales, il peut être utile de faire un détour pour reformuler la problématique en termes de théorie de la communication sociale. Ses avancées récentes ont permis de mettre en évidence les limites des modélisations fonctionnalistes de la communication. Schématiquement, ces dernières la définissent comme le simple transport d'un message entre un émetteur et un récepteur.³ Sans entrer dans trop de détails techniques, retenons que les perspectives récentes complexifient les modèles de production du sens des énoncés, par la prise en compte des proces-



La pièce «Un père en pétard»: passer de la fiction à la réalité.

Photo Eric Michel

dienne, et d'offrir aux participants un espace de jeu grâce auquel ils peuvent parler d'eux-mêmes par le détour de personnages de fiction, donc sans nécessairement se dévoiler. Ce dialogue restauré entre réalité et fiction (qui peut par certains aspects rappeler la fonction des mythes dans les sociétés traditionnelles) ouvre une brèche dans la négociation continue du sens des expériences. Plus prosaïquement, il est l'occasion d'identifier les ressources à disposition des élèves, à la fois dans le milieu scolaire et dans leur environnement plus large.

à la prise en compte des bénéficiaires – reconnus en tant qu'acteurs des politiques préventives – et de leur environnement socioculturel. Cependant, ces actions techniquement rigoureuses sont confrontées à la difficulté du passage de l'idée à sa concrétisation, du concept finement rédigé à la réalité quotidienne, de la technologie au «monde vécu social». Ainsi, toutes les informations sur les produits, même les mieux rédigées, peinent à modifier le comportement effectif de leurs récepteurs. De même, les interventions communautaires et implicatives les plus fines sur le plan méthodolo-

sus qui se jouent entre un destinataire, un destinataire et les traces de leurs positions respectives contenues – en plus du seul message – dans tout énoncé.⁴ Ce type d'analyse de la communication permet donc de mettre en évidence le fait que la production du sens d'un énoncé dépend d'un travail déployé autant en réception qu'en émission.

La prévention comme espace de négociation du sens

Ce rapide détour par les sciences de la communication permet de reformuler la question de la place du travail préventif, en tenant compte du fait que son efficacité ne peut en aucun cas être garantie par sa seule capacité à produire et à diffuser des actions au contenu univoque. Les spécialistes de la prévention devraient donc situer leurs activités en aval de la diffusion des messages (des campagnes publicitaires, ou des programmes de prévention plus élaborés), et développer leur intervention au niveau de leur réception. En d'autres termes, ces réflexions mènent à redéfinir le travail de prévention comme un espace de négociation du sens entre des technologies institutionnelles d'émission et des pratiques quotidiennes de réception qui ne sont pas nécessairement en continuité.

Cette manière d'entrevoir le repositionnement du travail préventif pose d'évidents problèmes éthiques. En effet, cette orientation pourrait être comprise comme l'occasion d'accentuer les procédures de contrôle – dans le domaine privé – des pratiques, de la réception et de l'interprétation des messages, dans le seul but de les rendre conformes à ce qui était prévu en émission.

Pour éviter de telles dérives, il s'agit de définir une position qui s'inscrive dans l'espace créé par la

nécessaire discontinuité entre les significations produites en émission et en réception. Située dans ce lieu de négociation du sens, l'activité préventive peut être redéfinie, non plus comme productrice de messages dits «de promotion de la santé», mais comme une activité d'objectivation des principes de production de leur signification (en émission comme en réception). Pratiquement, ceci revient à dire qu'il ne s'agit pas d'imposer aux acteurs sociaux une conception technocratiquement prédéfinie comme étant légitime⁵, mais de fonder l'intervention sur la reconnaissance de la nécessaire non-adéquation mécanique des pratiques de réception à la signification produite en émission⁶. Dès lors, la prévention consiste non pas à imposer aux acteurs sociaux une vision saine d'eux-mêmes et du monde, mais à leur offrir les moyens d'objectiver les principes sur lesquels repose leur propre perspective (donc leur identité), quelle qu'elle soit. En d'autres termes, il s'agit de leur permettre de prendre distance par rapport à eux-mêmes, de manière à ce qu'ils puissent prendre conscience des principes de leurs propres choix. Cette logique de subjectivation peut alors se situer au principe d'une constitution identitaire qui permet d'articuler des logiques stratégiques et intégratives dans un monde en recomposition⁷.

Le développement d'un tel travail préventif aurait évidemment pour conséquence l'application des mêmes principes de prise de distance et de mise en évidence des principes de choix chez les personnes chargées de produire des messages de promotion de la santé (dans le domaine de la toxicomanie, on peut penser notamment aux injonctions des systèmes répressif et thérapeutique), mais également à l'égard des pratiques des spécialistes de la prévention eux-mêmes. Ainsi appréhendée, la prévention

n'occupe pas une position complémentaire aux côtés de la thérapie, de l'aide à la survie ou de la répression, mais elle se positionne en aval, dans un espace médian entre la production de discours socialement (et souvent technologiquement) construits, et l'irréductibilité de toutes les pratiques quotidiennes qui les reçoivent, et les interprètent à des fins pratiques. Dans ces conditions, le travail préventif peut être repensé comme un lieu essentiel de création d'un espace perspectif, lequel peut jouer un rôle central dans la nécessaire recomposition du sens social des pratiques (politiques, technologiques ou quotidiennes) déployées dans le champ des toxicomanies.

¹ Voir notamment Fabienne Brugel, Jean-François Martel, Nicole Charpail et Jean-Paul Ramat, «Théâtre forum», in *Informations sociales*, n°44 - 1995, pp. 68-76.

² Cet état de fait n'est pas lié à la qualité des travaux évaluatifs, mais au fait que la question, visant à mettre en évidence une modification anticipée d'un comportement potentiel pose des problèmes théoriques et méthodologiques insolubles.

³ Pour une présentation critique du modèle fonctionnaliste de la communication, voir Louis Quéré, *Des miroirs équivoques*, Paris, Aubier Montaigne, 1981, en particulier le chapitre 1, «L'oubli de la communication par la science des communications».

⁴ La théorie de l'énonciation rapidement présentée ici regroupe une littérature très vaste.

⁵ Ce qui reviendrait à participer à ce que Habermas appelle la colonisation du monde vécu social par la société technologique.

⁶ Si cet écart n'existait pas, c'est toute l'opérativité de la communication en tant que fondation réflexive de la société par elle-même qui serait remise en cause, au profit de médiations symboliques technologiques, totalement fonctionnelles.

⁷ Sur la décomposition du système d'action sociale en trois logiques d'intégration, de stratégie et de subjectivation, et sur les conséquences de cette décomposition sur la constitution d'identités individuelles, voir François Dubet, *Sociologie de l'expérience*, Paris, Seuil, 1994.

MANIFESTATIONS

Ateliers-savoirs de la formation continue
ARIA (ateliers ouverts au public sur inscription)

Intervention systémique

J. Henriod

Modèle psychodynamique et accompagnement des toxicomanes

M. Geyer et I. Berclaz

Sensibilisation aux modèles cognitivo-comportementaux

D. Page

Vendredi 28 février 1997 de 09.00 h à 17 h30

Renseignements et inscriptions:

ARIA, case postale 20,

1401 Yverdon-les-Bains 024/426 34 34

Violence, attachement et conduites addictives

G. Kohlireser

Mercredi 5 et jeudi 6 mars 1997 de 9.00 h à 17.00 h

Renseignements et inscriptions:

ARIA, case postale 20,

1401 Yverdon-les-Bains 024/426 34 34

La prévention et la rechute

F. Bourrit

Jeu. 10 avril 1997 de 14.00 h à 19.00 h

Renseignements et inscriptions:

ARIA, case postale 20,

1401 Yverdon-les-Bains 024/426 34 34

Assemblée Générale du GREAT

Jeu. 20 mars 1997, Eurotel, Neuchâtel

Femmes et dépendances

Risques et ressources spécifiques

Colloque organisé par le groupe de travail Femmes, dépendances et émancipation en collaboration avec l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA)

Vendredi 25 avril 1997 de 9h00 à 16h30,

Le Cazard, Pré du Marché 15, Lausanne

Informations et inscriptions: Groupe

Femmes, dépendances et émancipation,

c/o ISPA, case postale 870,

1001 Lausanne

2ème Congrès national de la SSA

Jeu. 12 juin 1997

Hotel Golden Tulip, Fribourg

Thème: L'alcool et les assurances

Renseignements et inscription: SSA,

case postale 877, 3000 Berne,

031/311 46 16

BRÈVES

Plaidoyer pour une politique de l'alcool orientée vers la santé

Résolution prise lors du séminaire

du 5 novembre 1996

Le Conseil fédéral sera prié, selon les recommandations du groupe de travail interdépartemental pour une révision de la Constitution dans le domaine de l'alcool, d'examiner la possibilité de percevoir un impôt sur toutes les boissons alcooliques, servant à en couvrir les coûts sociaux et de déposer au Parlement une motion allant dans ce sens. Les raisons en sont les suivantes :

- En Suisse, l'abus d'alcool est depuis longtemps un des plus importants problèmes médico-sociaux de notre société, engendrant des coûts colossaux aux plans collectif et individuel.

- Les impôts sur les boissons alcooliques ne couvrent qu'une infime partie des coûts sociaux causés par l'abus d'alcool, estimés à plus de 2,5 milliards de francs.

- Un impôt spécial n'est perçu que sur les spiritueux, alors que la consommation de ceux-ci ne représente que 20% de la consommation globale d'alcool. En terme de santé publique, il est incompréhensible de ne soumettre que les spiritueux à un impôt spécial.

- Les cantons manquent de moyens financiers pour développer et soutenir leurs efforts multiples en matière de prévention et de traitement des personnes dépendantes. Un impôt sur l'alcool - perçu sur toutes les boissons alcooliques - donnerait aux cantons les moyens nécessaires à cela.

- Une imposition sur la quantité réduirait les avantages relatifs aux prix des produits étrangers bon marché par rapport aux produits indigènes.

Résolution de Lugano

Les Associations soussignées, regroupant des intervenants en toxicomanie, ont tenu - les 25 et 26 novembre 1996 à Lugano - leur Forum national intitulé: "Regards croisés sur les dépendances: entre exclusion et intégration sociale".

Elles constatent que:

- les toxicomanes font toujours l'objet de poursuite et d'exclusion malgré les politiques mises en place ces dernières années,

- les campagnes de promotion de psychotropes "légaux" (alcool et tabac par exemple) contrecarrent les efforts de prévention même si ces derniers s'amplifient et deviennent plus percutants,

- les campagnes de promotion de la santé et de prévention des toxicomanies légales et illégales n'ont que des moyens limités,

- les problèmes économiques augmentent les risques d'atteinte à la santé et ceux de consommation abusive de drogues légales ou illégales,

- l'idéologie d'une jeunesse sans drogue reste présentée comme une panacée, même si l'on sait:

• qu'il s'agit-là d'une invocation dépourvue de sens puisqu'il n'y a pas de société sans consommation hédonique de psychotropes,

• qu'il est nécessaire d'accepter cette réalité si l'on veut en limiter les effets néfastes.

Elles préconisent donc:

- de poursuivre la politique engagée par la Confédération (...)

- plus généralement d'amplifier les campagnes de prévention sur le problème des toxicomanies légales et illégales (...). Une partie du financement de ces campagnes pourrait être trouvée dans une future taxe sur l'ensemble des boissons alcoolisées, le vin y compris,

- d'éviter de couper dans les crédits de l'aide sociale, de l'enseignement et de la santé (...),

- de poursuivre l'effort de formation des intervenants du domaine des dépendances (...),

- de promouvoir la recherche, en coordination avec diverses organisations en Europe,

- le refus de l'initiative "Jeunesse sans drogue". Elles proposent plutôt de travailler à une nouvelle loi sur les dépendances incluant les toxicomanies légales et illégales.

Lugano, le 26 novembre 1996

ASID - GREAT - VSD - VSFA - AT.

Risques et ressources spécifiques

Colloque organisé par le groupe de travail *Femmes, dépendances et émancipation* en collaboration avec l'Institut suisse de prévention de l'alcoolisme et autres toxicomanies (ISPA)

Vendredi 25 avril 1997 de 9h00 à 16h30

Grande salle du Cazard

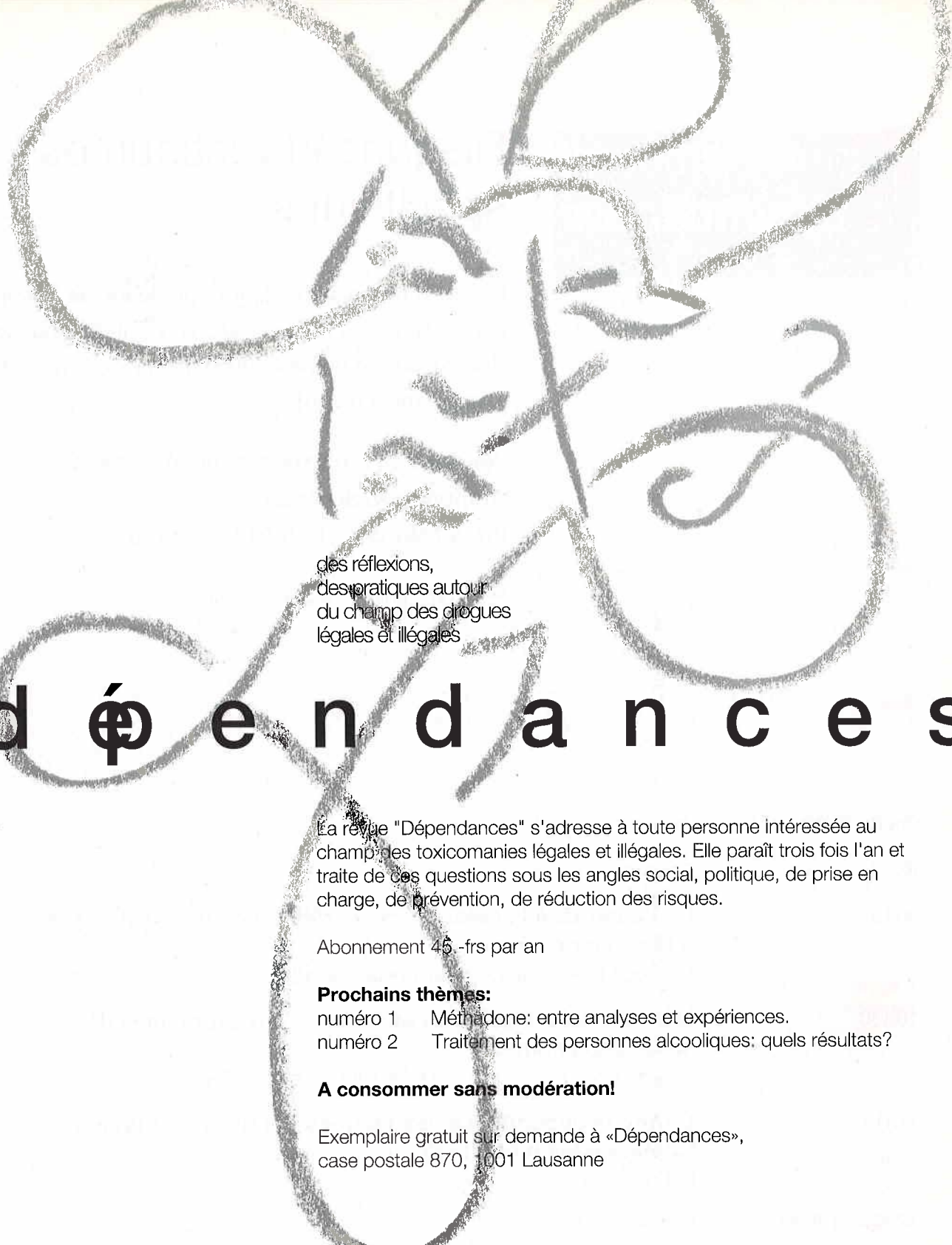
Pré du Marché 15, 1004 Lausanne

Prix: 100.- repas de midi non compris

P R O G R A M M E

9h00 - 9h30	Accueil
9h30	Ouverture
9h45	De l'enfance à l'adolescence: la différence des sexes face à la santé psychique Monique Bolognini, Dr en sciences sociales
10h30	Les réponses médicales et sociales aux problèmes de santé des femmes Hélène Bretin, sociologue, Université de Paris XII
11h15	Contre la dépendance, les femmes ont des ressources. Comment les mobiliser? Laure Charpentier, écrivain
12h00 - 13h30	Repas
13h30 - 15h00	Ateliers
15h30	Les femmes et les drogues: des hommes s'expriment sur leur représentation des femmes consommatrices à travers une image de leur choix
16h30	Clôture

Renseignements et inscriptions: Groupe femmes dépendances, c/o ISPA, case postale 870, 1001 Lausanne



des réflexions,
des pratiques autour
du champ des drogues
légalés et illégales

d é p e n d a n c e s

La revue "Dépendances" s'adresse à toute personne intéressée au champ des toxicomanies légales et illégales. Elle paraît trois fois l'an et traite de ces questions sous les angles social, politique, de prise en charge, de prévention, de réduction des risques.

Abonnement 45.-frs par an

Prochains thèmes:

- numéro 1 Méthadone: entre analyses et expériences.
- numéro 2 Traitement des personnes alcooliques: quels résultats?

A consommer sans modération!

Exemplaire gratuit sur demande à «Dépendances»,
case postale 870, 1001 Lausanne